Vol 13 # 06 • Du 14 au 20 Août 2019

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Mobilizasyon kèk anplwaye nan Ministè Afè Sosyal

Page 6

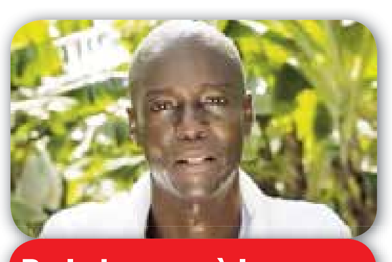
English
Page 9

THÉÂTRE : JOVENEL MOISE AU PARLEMENT



Voir page 3

De gauche à droite : Gary Bodeau, Jovenel l'inculpé, et Carl Murat Cantave. L'avocat André Michel a suggéré aux députés accusateurs du président pour crime de haute trahison de l'inviter à venir se défendre à la prochaine séance au Parlement



De la banane à la présidence : l'exemple de la « mobilité indécente » ?

Page 7

LA CTH DEMANDE LE DÉPART DE JOVENEL



Voir page 3

Des membres de la Confédération des travailleurs haïtiens (CTH) exigent le départ du président Jovenel Moise



L'impérialisme, stade suprême de la famine...

Page 10-11



Bolivie : La candidature de Evo Morales se renforce, les forces populaires déterminent les élections

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Le symbolisme du Congrès de Bois-Caïman

Par Berthony Dupont

Disons-le tout net, la situation devient de plus en plus sombre dans le pays, puisque loin de montrer un semblant d'aboutissement. Elle persiste et devient même plus tragique, au sens le plus profond du terme, puisqu'aucun des protagonistes politiques sur le terrain ne semble être en mesure de proposer voire d'imposer une quelconque alternative à l'exception de celle du camp de l'impérialisme qui continue encore le renforcement de sa domination à travers ses agents locaux.

L'impérialisme américain, particulièrement, manie tour à tour et à son aise la majorité des forces politiques par l'instauration d'une démocratie fantoche pour faire vivre la classe dirigeante. C'est là une des sources du chaos actuel. Sans perspectives d'avenir, la classe politique haïtienne sans exception est toute soumise aux desiderata de Washington, l'architecte de la guerre de basse intensité entre les privilégiés et la grande masse des déshérités.

A ce compte, il ne faut pas se leurrer sur le sens de la crise. C'est la loi du plus fort qui règne en toute impunité. Cette crise politique qui, en effet, s'approfondit sans cesse ne trouvera jamais un réel dénouement à mesure que les classes dominantes, propriétaires terriens et compradores en lutte continuent à camoufler leurs échecs économiques derrière l'épouvantail conspirateur et complice d'une doublure, de sorte qu'elles ne soient pas combattues par la vigilance, l'action militante, le dynamisme inébranlable et la détermination farouche de la classe des ouvriers et des paysans en quête d'avenir.

Dans ce contexte de résistance à la domination et à l'exploitation étrangères, le symbolisme du Congrès de Bois-Caïman, cet événement de haut niveau politique, exemple de solidarité, d'unification et d'organisation la plus parfaite revêt une importance toute particulière, indélébile dans l'inconscient collectif haïtien. La leçon à comprendre et à tirer est le désir des masses esclaves non seulement de se révolter contre l'injustice sociale mais aussi d'arriver à arracher aux mains des bourreaux du système esclavagiste et colonialiste, la liberté de forger une nation libre et souveraine.

Le congrès du Bois Caïman est la résultante d'un certain niveau d'organisation. Voilà pourquoi le peuple a trouvé en lui un projet, un guide capable de faire de lui une force irrésistible. Huit jours plus tard, il l'a manifesté, quand des esclaves des cinq plus grandes habitations se soulevèrent et entamèrent la lutte révolutionnaire. Dans ce dynamisme de lutte pour le changement, on peut conclure que pour peu qu'existent une volonté et un objectif politique clair et net, un véritable redressement peut se produire et la solidarité de classe peut mettre en échec tout projet impérialiste.

Grâce à l'organisation qui l'a charpenté dans l'identification nette et claire des intérêts de classe, le symbolisme du Congrès de Bois-Caïman n'est-il pas toujours vivant pour remettre en ordre le désordre haïtien qui englobe à la fois pauvreté, exploitation, désespoir politique et absence de vision d'en sortir de cet imbroglio.

Le Bois-Caïman reste un atout formidable encore inexploité. Il exprime la volonté inébranlable, la fidélité envers les engagements pris par toute une classe d'ouvriers sans salaires, exaltés à travers une prise de conscience collective de «vivre libre ou mourir»

Le capitalisme à l'instar du système esclavagiste ne saurait résoudre aucun des problèmes d'un peuple sinon l'enfoncer davantage dans le désespoir, le sous-développement, le pillage à outrance de ses ressources et l'utilisation dépravée d'une main-d'œuvre servile. Une minorité s'enrichit et gaspille tout en pratiquant une politique d'emploi essentiellement dépendant de la sous-traitance.

Souffrant encore aujourd'hui des maux du système esclavagiste et colonialiste, le peuple haïtien n'est-il pas dépouillé par le capitalisme ravageant et destructeur de tout et ne vit-il pas dans des conditions précaires où dominent seuls les intérêts de la classe possédante.

L'ampleur de la crise est telle, il n'y a aucune issue autre pour un régime dont l'économie est totalement désorganisée que le déshonneur, l'abandon des ressources et la dignité du pays, allant jusqu'à brader ses richesses et son indépendance à l'impérialisme international.

Face à un tel régime, quelle doit-être l'attitude à prendre ? En vérité, il s'agit, de nous engager dans une lutte de libération nationale basée sur un désir ardent de combattre l'impérialisme et ses laquais locaux pour la transformation radicale de notre société.

Le symbolisme du Bois Caïman reste une source d'inspiration, une boussole montrant la direction de classe à suivre vers la victoire des masses opprimées, pourvu que la volonté politique de se souder aux opprimés soit présente, même si le chemin doit être long. C'est dans ce sens que Vertières représente une sorte d'apothéose à l'incandescente nuit d'appel à la liberté du 14 août 1791.

Théâtre : Jovenel Moise au Parlement



Me André Michel



Fritz William Michel



Jovenel Moise



Au centre le président de la chambre des députés, Gary Bodeau

Par Marie Laurette Numa

Alors que la seconde séance de mise en accusation du Président de la République, Jovenel Moïse, n'avait même pas eu lieu puisque le président de la chambre des députés, Gary Bodeau, l'avait remise en continuation pour cause d'insécurité. « Il n'y pas assez de sérénité dans la salle ainsi qu'à l'extérieur du parlement pouvant favoriser le déroulement de la séance, le bureau va se réunir pour fixer une nouvelle date »

Le porte-parole du secteur démocratique et populaire de l'opposition, Me André Michel, vient de suggérer aux députés accusateurs de Jovenel Moise pour crime de haute trahison de l'inviter à venir se défendre à la prochaine séance au Parlement. Une telle déclaration montre l'aspect théâtral de cette mise en accusation. « On ne peut pas accuser une personne sans donner à celle-ci l'opportunité de se défendre » a-t-il fait savoir.

Pendant que la séance de mise en accusation du président Jovenel Moïse est mise en continuation, la commission spéciale chargée de vérifier les pièces du Premier ministre nommé et de son cabinet ministériel, poursuit de son côté son travail à la chambre des députés pour le grand rendez-vous de présentation de la politique générale de Fritz William Michel.

La CTH demande le départ de Jovenel



De gauche à droite Me Gédéon Jean, René Momplaisir, Frantz Bernard Craan et Frantz Bernard Fatal

Par Marie Laurette Numa

La confédération des travailleurs haïtiens (CTH), par l'organe de son secrétaire général René Prévil Joseph a dans une conférence de presse donnée le mardi 13 août dénoncée la situation socio-économique du pays.

Le syndicaliste qui faisait partie d'une alliance contre nature en signant entre autres syndicats, organisations populaires et le Forum économique du secteur privé, une proposition baptisée de Cadre d'échanges pour une sortie de crise. Un des membres influents de cette association Frantz Bernard Craan n'avait-il pas indiqué tout bonnement à la presse « Nous ne proposons pas la formule pour obtenir le départ de Jovenel Moise car nous ne détenons pas le consensus nécessaire »

Y a-t-il scission au sein de cette alliance quand René Prévil Joseph par son organe même exige catégoriquement le départ de Jovenel Moise. « Plus rien ne marche dans le pays « a-t-il laissé entendre !

Département de l'Ouest : Résultats des examens officiels de la 9e année fondamentale



Le ministre démissionnaire de l'éducation et de la formation professionnelle Pierre Josué Agénor Cadet

Suite aux examens déroulés du lundi 24 au mercredi 26 juin 2019 dernier de la 9e année fondamentale, de l'année académique 2018-2019, des 94 mille 635 jeunes participants dans le Département de l'Ouest, le nombre de 72 mille 187 a réussi avec succès leur examen officiel pour atteindre l'année prochaine le niveau de classe supérieure, a publié le mardi 13 août 2019 le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.

Anniversaire du Mouvement «Petro Challenge»



Trois membres de « nou pap dòmi »

Par Isabelle L. Papilon

Mercredi 14 août ramène le premier anniversaire du mouvement citoyen « Petrochallenge ». En cette circonstance, le groupe « Nou Pap Dòmi » au cours d'une conférence de presse annonce par la voix de Vélina E. Charlier, Salvatory R. St Victor et Rony Célicourt qu'une mobilisation contre la corruption et pour le procès de Petro caribe sera organisée le mercredi 14 août sur la place Toussaint Louverture au Champ de Mars.

Pour l'histoire, rappelons que le "PetroCaribeChallenge" a été lancé sur Internet, le mardi 14 août 2018, par le cinéaste haïtien, Gilbert Mirambeau Jr, avec le slogan « Où est l'argent des fonds Petrocaribe ? » « Kote Kòb Petwokaribe a ? » puis repris et divulgué par le rappeur Valckensy Dessin, dit K-libr, le #hashtag est devenu viral sur tous les réseaux sociaux Twitter, Facebook et Instagram.

La conférencière Vélina Élysée Charlier a indiqué qu' « Un an plus tard, tout le pays reste debout pour dénoncer ce scandale autour de PetroCaribe orchestré par les dilapidateurs qui ont détruit le rêve de tout un pays » Pour ajouter ensuite : « Nous allons poursuivre la mobilisation contre le massacre, la faim, le chômage, la corruption et l'impunité qui n'ont pas cessé de se propager »

Nou p ap dòmi a profité de l'occasion pour dénoncer l'impunité et tous les massacres, qui ont été perpétrés dans les quartiers populaires, notamment dans le misérable quartier de La Saline. Où est passée cette organisation de la même mouvance Ayiti nou vle a ?

Le dernier numéro des comédiens

Par Fanfan la Tulipe

"Si vous voulez voir confondus les coquins dans une histoire un peu triste où tout s'arrange à la fin-poussez la toile et entrez donc vous installer... »

Charles Aznavour



Députés, Papa Gede ou comédiens en puissance?

Plus ça va, plus on se rend compte que Graham Greene avait bien observé et décrit *Les Comédiens* en Haïti. Depuis la publication de son livre, les choses n'ont fait qu'empirer. Les funambules du monde politicien ont totalement perdu le sens du ridicule au point où sous Martelly on avait vu, dans l'enceinte parlementaire, un ministre accuser le Premier ministre, son Premier ministre, de participation à un détournement de fonds dont il était lui-même le principal détourneur, le principal *siphonneur*.

Le grotesque, le funambulesque ne les dérange plus. Ils vivent dans un monde tout à fait à eux, inaccessible, incompréhensible, insensible à toute norme sociétale, humaine. Pour illustrer le propos, signalons la grotesquerie, la *rocambolesquerie* des ébats scandaleux de l'ancien président Martelly, ce champion des plus boueuses vulgarités.

Un après-midi de honte, il avait fait irruption, accompagné de son Premier ministre, dans le cabinet d'un juge qui s'était « permis », oui, « permis », de prendre en charge un dossier dans lequel son épouse, reine siphonneuse, marquise de toutes les *manmanchéritudes*, avait été épinglée pour *move zafè*. Il s'en suivit une violente agression verbale colorée de *poissonneuses* grossièretés au point où le magistrat sombrait dans un accident vasculaire cérébral, cause de son décès.

Un des grands numéros de comédiens sous le quinquennat de l'enculé Micky a bien été le monumental bluff monté à l'hôtel El Rancho avec la bénédiction de l'ambassade américaine et l'administration d'un saint chrême de honteuse collusion par le cardinal Langlois, représentant de la sainte Église des combines vaticanes. Lors, de prétendus dirigeants du pouvoir tètkale Martelly-Lamothe, des responsables de partis politiques comme l'organisation du peuple en lutte (OPL), de la société civile de Rosny Desroches, s'étaient fait partie prenante de ce vaste guignol qui visait à remplacer à tout prix la constitution par un fumeux « Accord », dans l'esprit de réaliser des élections qui auraient dû être organisées trois ans auparavant.

On n'oubliera pas de sitôt les comédiens, les magiciens qui s'étaient agglutinés au palais national (ce qui en reste), comme des mouches sur du *ti sale* faisandé. Les comédiens avaient fait installer les caméras de télévision et les micros de stations de radio avides de participer au guignol du jour ; ils avaient tendu des calicots bleu et rouge et donné la parade à grand renfort de gesticulations.

Pour donner le plus grand éclat possible au spectacle, l'ambassadeur américain s'était constitué comédien principal, comparse sans gêne aucun, *asòs* d'un président moralement putride pour en certifier l'haïtianité (sic) devant un parterre de « respectables » personnages au nombre desquels on pouvait remarquer la grande dame de la francophonie, Michaëlle Jean. Quel tropical cocktail de créolo-francophilie au parfum âcre d'américanophilie !

Hosannah au plus haut des cieux washingtoniens ! Notre président n'était pas un *fake*, un faux. Mieux que les sept passeports « haïtiens » que « l'élu du peuple » faisait tournoyer au-dessus de sa tête, pour impressionner les faibles d'esprit et les nigauds, il y avait l'ambassadeur américain venu avec les Tables de la loi du plus fort, de l'occupant, du représentant du maître de la Maison Blanche, noire de desseins et de hauts faits criminels. La voix de Moïse l'américain était la preuve absolue de la pleine haïtianité du président tant aimé de la dame Hillary Clinton, celle qui perdit les élections présidentielles de 2016 car elle ne s'était pas munie du « bon » passeport réclamé par cette bizarre et poussiéreuse institution qu'est le Collège électoral états-unien.

Lors, on croyait les comédiens à court de numéros funambulesques, hélas non ! Les moins avertis avaient déjà oublié les *funambuleries* à l'hôtel El Rancho dont avait bénéficié le minable comédien, le malandrin et coquin Martelly. Sous-jacente à l'idée El-ranchoiste, il y avait la magouille des élections à organiser en vue de choisir son successeur, en réalité le poulain de la bourgeoisie et de l'impérialisme. De fait, Martelly formait un Conseil Electoral Provisoire de sept membres au lieu de neuf, se mettant au-dessus des prescrits de la Constitution.

Le grand spectacle, le grand cirque commençait avec le premier tour de l'élection présidentielle et le second tour des législatives prévus pour le 25 octobre 2015. Au deuxième tour, en décembre 2015, Jude Célestin recueille 25,3 p. 100 des voix. Moïse Jean-Charles, obtient 14,3 p. 100 des suffrages et Maryse Narcisse, 10 p. 100. Le taux de participation est d'environ 26 p. 100.

Les comédiens font un tel mauvais numéro, on les siffle avec une telle vigueur que le 3 janvier 2016, la *Commission indépendante d'évaluation électorale*, mise en place sous la pression de l'opposition après les élections *chanpwèl* d'octobre 2015 estime que celles-ci ont été « entachées d'irrégularités graves ». Il y a donc report de la frauduleuse performance. *Gwoponyettement*, Martelly annonce un *show* pour le 24 janvier. Mais le 22 janvier, pour des raisons de sécurité, les funambules du Conseil électoral provisoire annoncent le report **sine die** du second tour de l'élection présidentielle. Ne vous en faites pas, ce sont les comédiens qui *frappent, qui brassent et qui brûlent, y ap boule*.

Dans l'intervalle, Michel Martelly quitte ses fonctions le 7 février 2016 non sans avoir négocié un numéro de minable comédien avec le Parlement qui élit Jocelerme Privert président provisoire de la République. Les comédiens ne chôment pas. Le 6 juin 2016, le Conseil électoral provisoire, entérinant les conclusions du rapport remis en mai par la *Commission indépendante d'évaluation et de vérification électorale*, annule le premier tour controversé de l'élection présidentielle d'octobre 2015 et annonce que les deux tours du prochain scrutin se tiendront en octobre 2016 et janvier 2017.

Dans la nuit du 3 au 4 octobre, l'ouragan Matthew – le plus puissant depuis l'ouragan Felix de septembre 2007 – frappe Haïti où il fait un millier de morts. Les autorités sanitaires craignent une recrudescence de l'épidémie de choléra qui a déjà causé la mort de plus de dix mille personnes depuis le séisme de janvier 2010. L'ouragan entraîne le report des élections générales. Malgré la détresse des habitants de la presqu'île du Sud, les comédiens sont bien trop empressés de reprendre le guignol électoral.

Les *guignolos* reprennent donc leurs tréteaux et leurs calicots. La nouvelle pièce a pour titre : « Les *bananades* de "l'ingénieur" Moïse, fils hybride de la paysannerie et de la bourgeoisie ». Tous les grands moyens médiatiques sont mis au service de Jovenel Moïse, l'homme-banane, le grand industriel, l'entrepreneur, le *bananeur*, l'innovateur, le rénovateur, le fédérateur, le rassembleur, bref, le sauveur.

Le président du CEP est un homme de l'impérialisme, et il est très proche de la bourgeoisie. Il a le plein contrôle du système de tabulation des votes. Ergo, Jovenel doit être le président, **notre président**, le bon, le vrai, le parfait (même s'il est moralement imparfait), celui qui sera le trait d'union idéal entre la bourgeoisie et la paysannerie dont les intérêts respectifs seront protégés, assurés. Le taux de participation est sans doute de 21 p. 100, n'empêche, Jovenel est maintenant le leader du peuple dont il est d'ailleurs un « fils authentique ». Vive Jovenel ! *Viv prezidan CEP an* ! Vive la démocratie !

Jou va, jou vyen. Le 7 février 2019, des milliers de personnes manifestent à Port-au-Prince contre l'inflation et demandent la démission du président Jovenel Moïse, à la suite de la publication en janvier d'un rapport de la Cour supérieure des comptes dénonçant la mauvaise gestion des dépenses publiques et le détournement d'aides au développement. Ces révélations s'ajoutent à l'affaire de corruption PetroCaribe dans laquelle sont impliqués quatre présidents et six gouvernements haïtiens.

Deux « honorables » sénateurs vont jeter de l'huile sur le feu de la corruption. Le *bananeur* semble aux abois. Toutefois, le 14, Jovenel Moïse dénonce dans une allocution télévisée la responsabilité des «gangs armés et des trafiquants de drogue» dans les violences de rue. En fait, c'est une diversion car dans les coulisses de la présidence de la chambre des députés le redoutable maniganceur Bodeau, alias « Gwo Bobo » (non pas Ti Bobo) prépare un autre numéro de comédiens, une autre clownerie.

On s'en doutait, mais le mercredi 7 août la bombe à fragmentations accusatrices éclate en pleine figure des « augustes » parlementaires : les députés de l'opposition, une poignée en fait, ont pu « forcer » Bodeau (sic) à une séance de demande de mise en accusation du président Jovenel Moïse, pour crime de haute trahison. *Ou tande bèf...* En réalité on voit déjà se profiler le déroulement du guignol puisqu'il s'agit d'un coup politique de la part des députés de l'opposition sans véritable bilan en fin de mandat face aux députés proches du pouvoir en place, eux aussi dépourvus de bilan. Du kif kif, quoi.

Selon le journal en ligne *Le National*, «Il a fallu des heures pour discuter uniquement l'adoption d'un ordre du jour (sic). Et après l'adoption de l'ordre du jour, la discussion a enchaîné sur la nécessité ou pas de recevoir certains anciens et actuels hauts cadres de l'administration publique. Les discussions étaient même bloquées au niveau de la lecture des correspondances, rapports et autres documents nécessaires à la réalisation ou au déroulement de cette séance.»

C'est dire qu'il faut s'attendre à une *éternisation* des débats, suspension de séance et reprise le lendemain, chaque camp se renvoyant la balle, prenant son temps, s'essoufflant à tour de rôle jusqu'à perdre haleine. Derrière eux comme un cortège en folie, les députés de l'opposition veulent drainer tout le pays et traîner Jovenel devant le tribunal de l'Histoire pour qu'il réponde de ses crimes.

Mais comment rallier 80 députés à cette cause, drainante et traînante, alors que ceux qui sont contre le pouvoir en place sont environ une petite vingtaine, *yon ti ponyen* ? Très clairement, les députés accusateurs sont loin d'obtenir la mise en accusation du président de la république. *Se pa anyen, se teyat*, ce sont les comédiens à l'œuvre.

Mais Haïti est une « terre glissée », un « singulier petit pays ». Quelques députés oppositionnels dévaleraient-ils éventuellement les pentes glissées du gros fric et déserteraient-ils ainsi le camp de la mise en accusation de Jovenel? Inversement, de gros paletots qui craignent pour leur business à cause des foules en furie, ne seraient-ils pas portés à circonvenir des députés progouvernementaux, à coups de billets verts, à rejoindre le camp des « *oppositionneurs* » ? Apprendrons-nous, un jour ? Apprendrons-nous, jamais ?

« Viens voir les comédiens, voir les [politiciens], voir les magiciens » qui ont à peine commencé leur dernier numéro. « Poussez la toile, et entrez donc vous installer ». Ça va péter, ça va pétarader : micros violemment déconnectés, meubles renversés et brisés, ordre du jour déchiré en miettes et morceaux, *échange de mots sales*. À un moment des empoignades entre comédiens, le combat cessera-t-il faute de combattants ? Qui vivra verra.

12 août 2019

Mobilizasyon kèk anplwaye nan Ministè Afè Sosyal

Ayiti Libète te rankontre kèk anplwaye nan ministè afè sosyal, youn nan yo se Patison Jean-Robert ki t ap mande pou minis la peye yo 36 mwa salè yo.

Elysée : Poukisa nou kanpe la jodia a devan Ministè Afè sosyal la ?

Patison Jean-Robert : Nou salye jounal Ayiti Libète, mwen rele Patison Jean-Robert, kontraktyèl onivo Afè sosyal, mwen afekte nan sant akèy Delma 3. Rezon ki fè nou kanpe la a jounen jodia entolerans ak gen twòp koripsyon anndan Afè sosyal.

Noumenm kontraktyèl, Minis Elise deside pou l pa fè anyen pou nou. Jodi a noumenm, nou kanpe la a, nou di fò k minis peye nou lajan Leta dwe nou. Ou wè Leta sa a, kote prezidan Jovenel te di « *l ap mete lajan nan poch nou* » *l ap mete manje nan asyèt nou* ». Jodi a, nou wè Prezidan se yon mantè ak tout gouvenman sa a, se manti yo ba nou, li pa itil pèp Ayisyen anyen . Noumenm kontraktyèl, nou di fòk minis Elise ba nou tout lajan nou. Si li pa deside peye nou n ap fèmen Afèsosyal.



Kèk anplwaye Ministè Afè sosyal kanpe pou mande Leta peye yo 36 mwa sale yo

Elysée : Konbyen mwa yo dwe nou ?

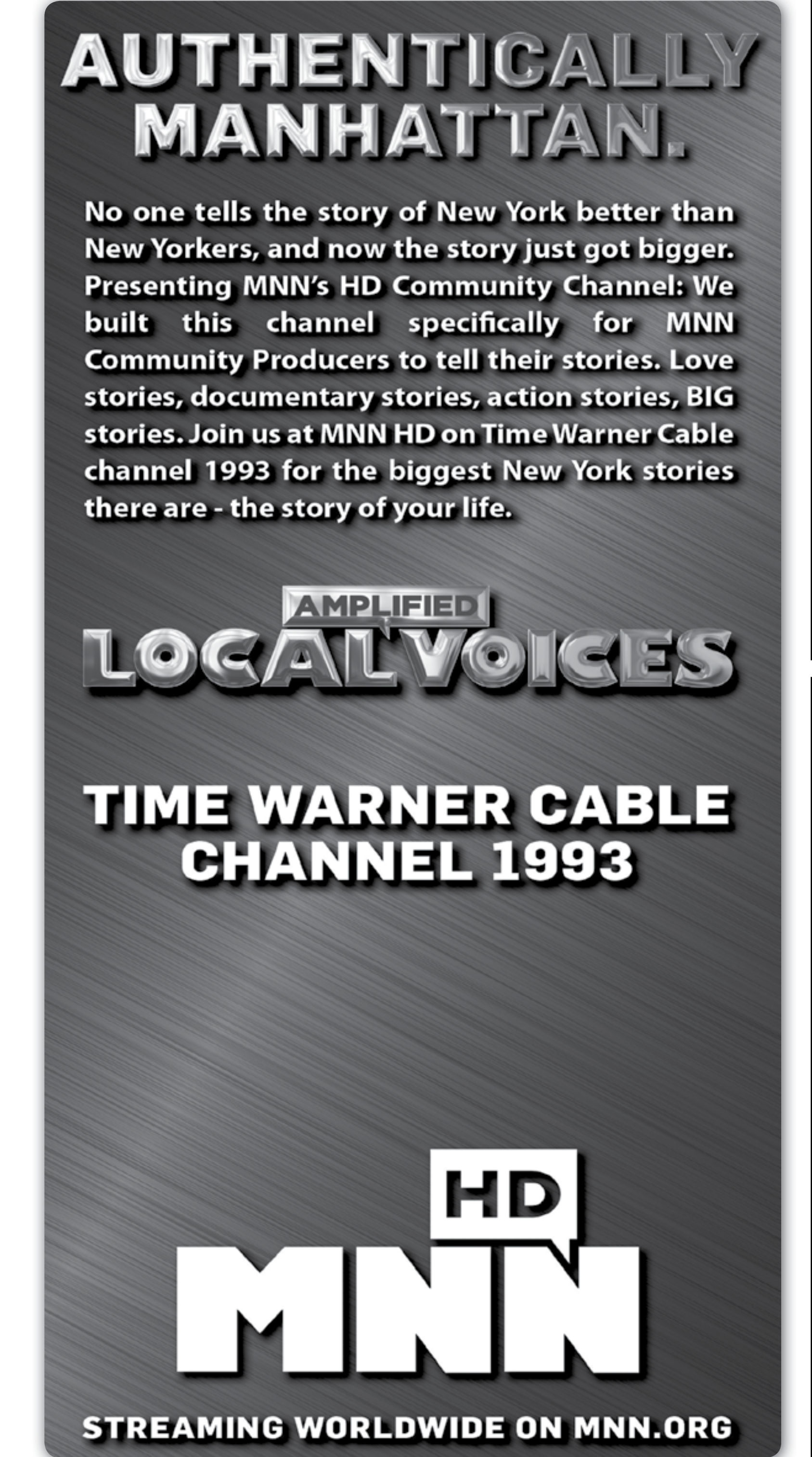
Patison Jean-Robert : Yo dwe nou 36 mwa. Yo pa janm vle peye nou. Le y ap peye nou se kèk mwa yo ba nou. Nou di nou pap lage batay la, nou konnen nou pa gen moun k ap fe anyen pou nou, se nou ki pou goumen pou nou jwenn lajan nou. Nan sans sa a nou konmanse batay la jiskaske nou jwenn lajan nou. Nou pap kite batay la paske nou konnen moun sa yo se mantè yo ye.

Elysée : Ki premye aksyon nou te fè ?

Patison Jean-Robert : Premye aksyon nou te fè, nou montre yo, nou gen kapasite pou n reziste, konsa nou toujou vin travay. Mwen menm mwen sòti Delma 3, gen moun se kafou yo sòti, se Mirbalè yo sòti, noumenm kontraktyèl se nou yo ki pa janm kapab touche.

Moun sa yo pran nou pou etranje kòmkwa nou pa Ayisyen. Yo fin volè lajan Petro Karibe a, yo konprann yo kapab vòlè lajan salè nou an. Noumenm nou pap kite lajan sa a pou yo. Fò k yo ba nou lajan nou, oubyen nou bloke Afèsosyal epi arete Elise.







Kote pyebwa yo ?

Kote pyebwa yo fè?
Pye kokoye yo?
Pye kafe yo?
Pye palmis yo ?
Pye lam yo
Kote yo fè ?

Kote pyebwa yo fè?
Gen moun ki di
Yo bwaze
Men kote y ale?
Gen moun ki di
Se Chili, Dominikani
Etazini.

Tout fèy nan bwa yo
Fin bwaze
Kote fèy zaboka yo?
Fèy kachiman
Gade branchbwa y ap koupe
Rache tout lasentjounen
Kase fè pilsoupil
Nan mitan lari

Kote yo jwenn flè?
Flè ki sou lotèl
Katedral soufrans pèp la.
Flè y ap simaye
Simen toupatou
Fè fatra nan peyi a.
Kote yo jwenn flè
Pou y ap voye flè
Konsa
Nan peyi a

Yon peyi latè bandonnen
Latè ap nwaye
Nan lanmè.
Yon peyi
Latè ap pran lanmè
Sou povant li.
Yon peyi
San refòmagrè.

Kote yo jwenn flè
Pou y ap voye
Bèl flè kanaval
Bèl flè sanzodè
Anwo yon peyi yo fin piye
Anwo yon peyi yo koupe pye
Anwo yon peyi yo koupe pyebwa.

Peyi a sou beki
Peyi a pa gen pye
Peyi a pa gen pyebwa

Kote yo jwenn flè
Pou y ap voye flè
Konsa
Nan biwo Leta yo.

Yon peyi fèybwa yo fin tonbe
Branchbwa yo fin koupe
Tout pyebwa deplimen ?
Men kote yo jwenn fèy?
Pou y ap kase fèy
Pou kouvri sa k pa sa
Nan tiwa Leta
Kote pyebwa yo fè?

Berthony Dupont

De la banane à la présidence : l'exemple de la « mobilité indécente » ?

Par Sylvens Alfred

Il arrive parfois qu'un peuple soit lâché par ses élites. Et quand cela arrive, le peuple souffre. Le peuple haïtien en est, aujourd'hui, l'exemple parfait. A défaut d'une élite responsable et gardienne des intérêts suprêmes de la nation, il se fourvoie. Mal orienté, il ne cesse de céder aux chants des sirènes des politiciens professionnels qui n'hésitent pas à sacrifier le pays à leurs intérêts mesquins et personnels. Mais comme on est en démocratie, on doit admettre que l'on apprend toujours. Car, le choix des représentants de l'Etat relève d'un apprentissage politique qui ne marche pas sans ses lots d'échecs, de tâtonnements, et d'erreurs. Ce qui peut-être, dans un système en transformation radicale et dans un processus de socialisation politique, acceptable. Il est dit souvent, et qui se voit même illustré dans les grandes théories politiques que l'échec en politique n'est définitif que quand il ne servirait de leçon pour atteindre l'objectif qu'on s'est fixé.

Et plus près de nous, si l'on continue dans le même ordre d'idées, on peut se rendre compte que la démocratie reste un processus fragile. Et cela s'explique, entre autres, par le choix des représentants conditionné par le verdict des urnes. Un exercice qui s'avère, dans tous les pays démocratiques, difficile et qui réserve d'énormes surprises. Quoique l'une des plus vieilles démocraties dans le monde, la démocratie américaine était, lors des dernières élections présidentielles, mise à l'épreuve. A tort ou à raison, le peuple américain a surpris plus d'un en se basculant vers l'extrême-droite. Et s'il y a une leçon que l'on puisse en tirer, c'est que tout passe vite en politique. Avec le temps, de nouvelles tendances émergent. Et la démocratie en subit fortement l'influence. Les dernières élections américaines en sont une illustration parfaite. Elles marquent une rupture avec une longue tradition élitiste qui s'est, autrefois, perpétuée par l'image d'une brillante personnalité politique à la tête de l'état qui est issue, pour la plupart, de grandes universitaires du pays.

Cependant, pour une fois dans notre histoire, on peut le dire haut et fort qu'Haïti a servi les Etats-Unis d'Amérique de modèle politique. Moins d'une décennie avant eux, pour être plus précis en 2011, le peuple haïtien



Jovenel Moise

ressentait cette nécessité de rupture. Ce qui s'était fait, avec l'aide de l'international, comme c'est souvent le cas. Et depuis, le mal de cette rupture nous hante. Il ne fait que renforcer le clou en laissant la porte ouverte à tout venant.

Comme on est souvent puni par où on a pêché, n'importe quel quidam peut sortir de nulle part, et en un clin d'œil, pour prendre d'assaut sinon souiller nos institutions prestigieuses. Sans que l'on ne s'y prenne absolument garde, cela est devenu, en ces derniers temps, à la mode. Moins on est formé, plus grande est la chance d'accéder à la plus haute fonction du pays. Et les artistes, qui semblent aussi avoir maîtrisé l'art de l'opportunisme, en font leurs choux gras. En un laps de temps, ils sont nombreux à déposer leurs valises vides d'expérience, de moralité et compétence, dans le parlement et dans la présidence haïtienne.

Il faut dire que la configuration du pouvoir exécutif et législatif actuelle est illustrative d'un processus de nivellement par le bas des institutions prestigieuses du pays. Elle porte la marque d'une décennie politique qui est entachée de multiples faits d'embarras et d'avilissement qui font outrage à la dignité de cette nation en s'attaquant au symbolisme lié à la fonction présidentielle et législative. Ce qui met à nu le problème de la "mobilité indécente" dont souffre le système politique depuis l'avènement de cet abominable régime politique au pouvoir en 2011. Et depuis, le portrait de nos dirigeants politiques n'a pas changé : corrompus, sans compétences, sans expériences politiques, et issus du champ musical et du champ de banane. Donc, on se demande si cette forme d'ascension politique est-elle – de la musique à la présidence et du jardin de banane à la présidence en presqu'une décennie – concevable dans un système politico-social qui repose sur une base méritocratique ? Cette forme de mobilité (politique) n'est-elle pas "indécente" ?

En fait, sans vouloir répondre directement à ces questions, il faut dire que l'appel à une conférence nationale, pour emprunter ce concept au Dr Turneb Delpé, de regrettée mémoire, est-ce cela qu'il nous faut ? Mais malheureusement, il se pose dans un contexte politique déjà trop pourri, le rendant presque inapproprié, au point où l'on se demande si le temps n'est pas venu de se servir de cette conjoncture afin d'arriver à une vraie radiographie du système politique haïtien en se penchant sur l'un de ses aspects : celui de la ''mobilité indécente" des acteurs politiques. Et si la tabula rasa prêchée par cette opposition en mal d'inspiration politique et d'une alternative conséquente s'inscrivait dans cette perspective, on y rentrerait à corps perdu. Mais c'est peine perdue, car on sait tous déjà que le pays se précipite inéluctablement vers une répétition regrettable de l'échec du mouvement des étudiants gnbistes. Qu'on ne s'y trompe pas, et sans être pourtant trop pessimiste, la politique de "ôte-toi de là que je m'y mette" est-ce qui pointe aujourd'hui à l'horizon. Les mêmes causes produiront, malheureusement, les mêmes effets. Car, le clan de l'oligarchie bourgeoise et cette frange rétrograde de l'éternelle classe politique haïtienne ménagent leur monture pour cette aventure politique dont ils connaissent déjà la fin. Comme rappel, ces aigrefins ne chôment pas.

En fait, pour revenir à la case de départ, une question s'impose : c'est quoi la ''mobilité indécente'. 'En sociologie, on parle de la mobilité sociale pour se référer à la position sociale qu'occupe un individu ou un groupe donné dans une société. Aussi vague qu'illusoire soit-elle, son usage nous permet de comprendre un fait sociologique indéniable : l'individu change d'une position à l'autre dans un système social. Et cela se fait sans qu'il ne soit favorisé par des facteurs liés à son statut et son origine sociale. Ceci étant dit, le statut social de l'individu ne devrait pas être un facteur ascensionnel tel qu'il se pratiquait autrefois dans les sociétés aristocratiques de castes et de clan. L'individu change d'une position sociale à une autre en suivant les voies tracées par la société. Et dans une perspective plus large, l'école devient, comme lieu d'incubation de la connaissance (qu'elle soit professionnelle ou intellectuelle) le facteur qui facilite cette ascension sociale.

La conceptualisation de la mobilité dans le champ politique ne s'inscrit pas en dehors de l'exercice intellectuel déjà effectué ci-dessus. Si la mobilité politique doit se faire à partir de la logique démocratisante de l'égalité des chances basée sur l'école comme facteur de réussite, "la mobilité indécente" suit l'exemple inverse. Et ce n'est pas l'élection par le peuple, et surtout dans le contexte qu'elle se réalise dans notre pays, qui peut donner de la légitimité à cette mobilité politique. Au contraire, c'est elle qui met à nu cette anomalie ou du moins le dérèglement du système politique dont les deux derniers présidents prétendument élus démocratiquement dans le pays en sont l'illustration la plus évidente.

La "mobilité indécente" doit être vue comme l'expression d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement auquel est confronté le système politique depuis des années. Elle se manifeste sous la forme d'une injustice politique où tous ceux qui sont formés ou appelés, dans la logique d'un système qui fonctionne, à occuper des fonctions politiques répondant bien à leurs qualifications et compétences, se voient tout bonnement exclus dans tout processus de formation du pouvoir dans le pays. Cette injustice politique a été conçue dès la naissance du système politique. Elle est créée et entretenue par la bourgeoisie affairiste, la classe politique traditionnelle rétrograde et les médias hégémoniques qui contrôlent et monopolisent l'opinion publique. La formation de tous les pouvoirs en Haïti découle de ces trois entités cyniques qui transforment l'instabilité politique chronique qui règne dans le pays depuis plus d'un quart de siècle en une véritable source d'intimidation, d'exclusion sociale, et d'enrichissement.

Il faut dire que la force déstabilisatrice de cette trilogie obscurantiste réside dans sa capacité à s'adapter et à se renouveler à chaque situation et en fonction du temps politique qui se présente. Elle participe à la reproduction de ce système politique de caste qui est, dans sa nature conservatrice et corruptrice, accessible à un groupuscule dont elle assure le contrôle. Celui-ci se perpétue sur fond de cette dynamique restrictive et hermétique. Il se renforce par la ruse et l'imposition d'une vision destructrice de l'être haïtien. Et la '' mobilité indécente" s'inscrit dans ce projet inhumain et suicidaire. Elle est un instrument qui se place au service de cette trilogie pour décourager et stopper tout processus de production des modèles haïtiens.

Fort de cette considération sociologico-politique, il faut dire que ce n'est pas un hasard si Haïti s'éternise dans ce chaos infernal. Depuis cette dernière décennie, le système politique est dysfonctionnel. Et la raison est simple. Les hommes qui sont au pouvoir ne sont pas à la place qu'il faut. Notre république est gouvernée par des médiocres, des coquins, et des cupides. Ils dirigent avec les armes non avec vision. Ils déclarent la guerre à tout ce qui touche à la pensée, à l'innovation, et à l'intelligence. L'acharnement contre les intellectuels n'a jamais été aussi effroyable. Il se fait aujourd'hui avec une cruauté effrénée et monstrueuse.

On chasse tous ceux qui se dressent devant ce régime odieux et lugubre. Et quand cette caravane de désespoir passe, le peuple meurt. Les escadrons de la mort '' poursuivent leur cours diabolique et démoniaque. Nul n'en est vraiment exempt. Le pays est ''banditisé". Et ces bandits légaux sont impitoyablement criminels. Ils ont pris d'assaut ce système politique pour compenser à leur échec scolaire. Ils ne possèdent rien sauf ce réflexe politique criminel et cette indifférence cynique pour transformer ce pays en une véritable jungle où les plus faibles ne font que subir dans le mutisme leur sordide loi. Et cette opération afférente de zombification s'est révélée, jusqu'à date, brillante.

Et devant ce dispositif "banditique" et meurtrier, les intellectuels, comme tous ceux qui s'opposent à ces vautours n'ont pas trop d'alternative, soit ils partent pour l'exil ou ils rentrent tout bonnement dans leur coquille. Ce mécanisme de contrôle se perfectionne à merveille car, il se maintient sur fond de peur et d'une violence programmée. Une violence qui est, si nous l'inscrivons dans la perspective bourdieusienne, symbolique. Elle s'exerce par le peuple et contre lui-même.

suite à la page(15)

Discours de Boukman au congrès de Bois-Caïman14-15 août 1791





Dutty Boukman et Cécile Fatiman

Le dieu qui a créé la terre, qui a créé le soleil qui nous donne la lumière.

Le dieu qui détient les océans, qui assure le rugissement du tonnerre.

Dieu qui a des oreilles pour entendre : toi qui es caché dans les nuages, qui nous montre d'où nous sommes, tu vois que le blanc nous a fait souffrir.

Le Dieu de l'homme blanc lui demande de commettre des crimes.

Mais le Dieu à l'intérieur de nous veut que nous fassions le bien.

Notre dieu, qui est si bon, si juste, nous ordonne de nous venger de nos torts.

C'est lui qui dirigera nos armes et nous apportera la victoire.

C'est lui qui va nous aider.

Nous devrions tous rejeter l'image du dieu de l'homme blanc qui est si impitoyable.

Écoutez la voix de la liberté qui chante dans tous nos cœurs !

Le déracinement haïtien actuel: de plus en plus complexe et vulnérable

Par Wooldy Edson Louidor*

Le migrant haïtien, Maxène André, a rendu l'âme, le mardi 6 août dernier, dans des conditions infrahumaines au centre d'internement appelé Estación migratoria Siglo XXI et basé à Tapachula, au sud de la frontière mexicaine. Malade et visiblement affaibli, il a pourtant été enfermé par des autorités migratoires mexicaines dans ce centre, pendant 20 jours. Exposé à des températures allant de 35 à 40º, il n'a pas reçu de soins médicaux appropriés et de la nourriture, selon le témoignage de Wilner Metelus, directeur de Comité ciudadano de defensa de los naturalizados afro en México (Ccdnam). « Crime raciste ! » (1), martèle cet infatigable défenseur des Droits de l'Homme au Mexique.

Ce récit « dystopique », où le rêve d'une vie meilleure tourne au cauchemar, nous porte à jeter un regard neuf –quoique rapide- sur le déracinement haïtien actuel et sur ses multiples visages, en vrac : errance, migration de retour, réémigration, exil sur sa propre terre. Un déracinement de plus en plus complexe et vulnérable!

Panorama mondial du phénomène du déracinement

Commençons tout d'abord par peindre le panorama mondial du phénomène du déracinement.

Environ 70,8 millions de personnes- dont 25,9 millions de réfugiés, 3,5 millions de demandeurs d'asile et 41,3 millions de déplacés internes- ont été déracinées à travers le monde en 2018, selon le dernier rapport statistique annuel (en date) du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (Hcr) intitulé « *Global trends. Forced Displacement in 2018* » (2). Pour cette agence onusienne fondée en 1950, c'est « un niveau sans précédent, jamais atteint en bientôt 70 années d'existence du Hcr » et, par voie de conséquence, « l'un des plus grands défis de notre époque ».

Rappelons que le régime juridique international des réfugiés offre, depuis la ratification de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, un cadre de protection internationale à ceux-ci, définis substantiellement par cet instrument : « *toute personne qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* » (3).

Créé après la Deuxième Guerre mondiale, ce régime a connu de multiples crises au long de son existence en ayant continuellement fait l'objet de manipulations idéologiques et politiques ; et ce, surtout dans la période de la Guerre Froide. Cependant, au cours des quatre dernières décennies (notamment, à partir de la chute du mur de Berlin en 1989 et de la dissolution de l'URSS en 1991), les pauvres sont ceux et celles à qui les États –surtout ceux des pays riches- dénient de plus en plus ce statut de protection internationale. C'est le règne absolu de l'*aporophobie*, c'est-à-dire le rejet du pauvre, selon la philosophe espagnole Adela Cortina (4).

Par exemple, les États-Unis ont refusé de reconnaitre comme réfugiés les boat-people haïtiens fuyant la dictature duvaliériste et ensuite les putschistes militaires. Pour ce, le professeur Anthony Catanese avait proposé dans son livre (5)publié en 1999 de reconnaitre ces Haïtiens comme des « *réfugiés environnementaux* », puisque la majorité d'entre eux étaient des paysans non seulement réprimés et délaissés mais aussi appauvris par 30 ans de dictature féroce (et de pillage des ressources du pays), les multiples coups d'État militaires post-Duvalier et un cruel embargo imposé à Haïti pour exiger le retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide destitué le 30 septembre 1991 par un putsch militaire.

Selon l'argumentation de Catanese, ces Haïtiennes et Haïtiens devraient être considérés comme des *réfugiés environnementaux* pour les deux raisons suivantes : « la dégradation environnementale d'Haïti et l'absence de volonté du gouvernement d'agir dans l'intérêt de la population en général » (*Haitians: Migration*… op. cit., p.48). Depuis 1999, date de la parution du livre de cet expert étasunien, l'environnement d'Haïti s'est réduit à une peau de chagrin ; le passage de multiples tempêtes et cyclones et -pour comble de malheur- le tremblement de terre du 12 janvier 2010, ce fut le coup de grâce. D'autre part, les gouvernements successifs haïtiens n'ont pas pu montrer dans les faits la moindre intention d'améliorer les conditions de vie de la population : ils ne veulent que se perpétuer au pouvoir. Un drame environnemental et politique !

Un *entre-deux* entre migrants volontaires et réfugiés

Donc, c'est comme si le temps concourait à justifier les deux raisons étayées par Catanese à l'appui de sa thèse. Pourtant, les migrants haïtiens ne sont pas encore reconnus comme des « *réfugiés environnementaux* » -le concept fait encore l'objet de vifs débats dans le monde des experts et des organismes internationaux-. Originaires du pays considéré comme « le plus pauvre du continent », ils sont immédiatement classés –à peu d'exception près- par les États d'accueil comme des migrants économiques, pas « comme des réfugiés ».

Après le séisme du 12 janvier 2010, quelques-uns ont bénéficié de mesures migratoires extraordinaires ou exceptionnelles qui ont été mises en œuvre par plusieurs gouvernements du continent en vue de ne pas expulser ces étrangers en détresse. En vertu de ces mesures strictement humanitaires et sous des conditions bien précises, les migrants haïtiens pouvaient accéder à la régularisation provisoire de leur situation par exemple en Équateur, au Chili, au Brésil, au Venezuela, etc. Toutefois, ils ne bénéficiaient pas du droit au statut de réfugiés. Ils se sont trouvés dans un *entre-deux* à la fois précaire et provisoire: ni migrants économiques ou volontaires ni réfugiés. Une situation provisoire qui est devenue permanente (à l'instar d'un *état d'exception,* tel que défini par le philosophe Giorgio Agamben) (6) pour bon nombre de migrants haïtiens !

C'est, par exemple, le cas de près de 60 000 Haïtiennes et Haïtiens détenteurs de TPS (Statut de protection temporaire) aux États-Unis. Ceux-ci sont continuellement dans l'expectative de l'extension de ce statut temporaire, pour ne pas se voir obligés de laisser le territoire étasunien : loin d'être des résidents permanents, ils sont des migrants dont la régularisation est soumise à des dates d'expiration. Actuellement, leur TPS a été prolongé jusqu'en janvier 2020, date butoir à laquelle ils devront se mettre en règle avec l'Immigration aux États-Unis. Ou, dans le cas contraire, attendre le miracle : une nouvelle prorogation du TPS. Et ce, après 10 ans !

Au-delà de la catégorie classique de réfugiés

Cependant, peu d'Haïtiennes et Haïtiens ont demandé l'asile et continuent encore à le demander (ce qui peuvent le faire), en revendiquant non pas un statut de régularisation temporaire ou humanitaire, mais la protection internationale en tant que réfugiés. Le rapport de l'Hcr cité plus haut a recensé 7 000 Haïtiennes et Haïtiens ayant demandé l'asile –et non pas le visa ou la résidence humanitaire, comme cela a été le cas depuis 2010- au Brésil en 2018. Ceux-ci cherchent à obtenir un statut légal dans ce pays sud-américain, où ils espèrent recevoir une protection internationale ; vu que leur vie est en danger dans leur pays d'origine et leur État est incapable d'assurer la protection de leurs droits.



Un immigrant d'origine haitianne, Maxène André est décédé au Mexique le mardi 6 août dernier à l'âge de 34 ans dans des conditions infrahumaines

Effectivement, la crise politique aigüe, à laquelle Haïti fait face depuis plusieurs mois, a de sérieux impacts sur la sécurité, la vie, la dignité et l'ensemble des droits fondamentaux des Haïtiennes et Haïtiens. Il n'y a pas que la pauvreté et la crise humanitaire qui s'accentuent. D'une manière générale, il fait de moins en moins bon vivre dans un pays, où la mort est un fait divers et les dirigeants de l'État –l'administration de Jovenel Moïse est pointée du doigt pour des massacres- ne s'intéressent qu'à rester au pouvoir. Et ce, à n'importe quel prix.

Dans ce contexte, il ne fait pas de doute que beaucoup d'Haïtiennes et d'Haïtiens, surtout des jeunes, des dirigeants syndicaux, sociaux, communautaires ou politiques, *craignent avec raison* d'être persécutés par le régime en place du fait de leurs opinions politiques. Obsédé par le pouvoir, le gouvernement haïtien est prêt à tout faire. Cependant, ceci n'a pas empêché une vague de mobilisations citoyennes exigeant la démission du président Jovenel Moïse, accusé de corruption et pourtant fortement soutenu par l'international.

La crise conjoncturelle qui découle de cette confrontation met pourtant à nu l'essoufflement *structurel* du can politique et économique d'Haïti : un pays assiégé par les États-Unis (et ses complices, dont le Canada et la France) et les institutions de financement internationales, auxquels des jeunes haïtiens- ainsi que d'autres forces vives de la nation (églises, artistes, syndicats, etc.) - opposent résistance. À l'instar du jeune David muni d'une fronde face au géant Goliath. La lutte sera longue et difficile, mais elle s'avère prometteuse puisqu'il y va de l'avenir de ces jeunes haïtiens: sauver leur pays ou se sauver. Mourir sur leur propre terre -la fronde de la dignité à la main- ou chercher la vie ailleurs, où la mort les guette. Considérés comme des pauvres, quand ces Haïtiennes et Haïtiens émigrent, ils ont de moins en moins la possibilité de revendiquer et –encore moins- recevoir une protection internationale à titre de demandeurs d'asile et de réfugiés. Donc, pour comprendre le déracinement haïtien actuel, il faut aller au-delà de la catégorie classique de réfugiés.

Errances

Le rapport susmentionné du Hcr souligne également dans un chapitre sur « *D'autres groupes ou personnes vulnérables* » le cas spécial des étrangères et étrangers (dont des Haïtiennes et Haïtiens) -110.600 au Guatemala et 83.000 au Mexique- ayant été confrontés à la fin 2018 à une « situation humanitaire et des risques connus concernant les enlèvements et la sécurité dégradée dans des zones où la *caravane* pourrait s'aventurer » (7), selon le porte-parole du Hcr, Adrian Edwas.

Ce nombre de *personnes vulnérables* s'est évidemment multiplié au cours du premier semestre de l'année en cours, quoique le Mexique et le Guatemala aient de plus en plus durci les mesures, y compris répressions, déportations et violences, pour freiner ce flux. Et ce, sur demande insistante du grand voisin du Nord. Dans nos articles précédents, publiés sur ce média *Haïti Liberté*, nous avons pris la mesure de cette situation particulière des Haïtiennes et Haïtiens en détresse au Mexique et au Guatemala. Situation qui s'aggrave de jour en jour.

Quel nom donner à ces Haïtiennes et Haïtiens qui arpentent tout un continent, du sud au nord ? Comment les appeler ? les nommer ? Ils ne sont pas simplement des *migrants économiques*, mais ils ne sont pas reconnus comme des *réfugiés*. La taxonomie ou catégorisation classique, basée sur la dichotomie *migrants économiques versus réfugiés* et le classement des déracinés en trois groupes *–réfugiés, demandeurs d'asile* et *déplacés internes*-, ne fonctionne plus dans le cas du déracinement haïtien actuel.

En outre, ces migrants haïtiens perdent de plus en plus l'espoir de fouler le sol étasunien (le *pays rêvé*) ; mais, ils ne veulent pas rebrousser chemin vers le Brésil ou le Chili. Ils n'envisagent pas non plus de retourner dans leur pays d'origine. Bloqués au Guatemala, au Mexique ou à la frontière étasunienne, après avoir parcouru plusieurs pays sud-américains et centraméricains pendant des mois, voire des années, ils attendent, sans savoir ce qui va suivre : la déportation, comme c'a été le cas pour plusieurs de leurs compatriotes se trouvant actuellement de retour en Haïti? La mort, à l'instar de leur compatriote Maxène André ? La possibilité de plus en plus improbable de continuer leur périple jusqu'à la frontière étasunienne ou, du moins, de rester au Mexique ?

Il ne s'agit pas non plus d'une simple *migration* : d'un point A (d'origine ou départ) à un autre point B (un terminus ou un point d'arrivée). C'est plutôt une *errance*, ponctuée par la vulnérabilité, l'incertitude, l'épuisement, le désespoir, mais rythmée aussi par la volonté de vivre et d'espérer contre toute espérance.

Migrations de retour

Outre le cas de ces *errants haïtiens* au Guatemala, au Mexique et –dans une moindre mesure- dans d'autres pays de l'Amérique centrale et de

suite à la page(16)

The Lasalin Massacre and the Human Rights Crisis in Haiti

by Judith Mirkinson, National Lawyers Guild & Seth Donnelly, Haiti Action Committee

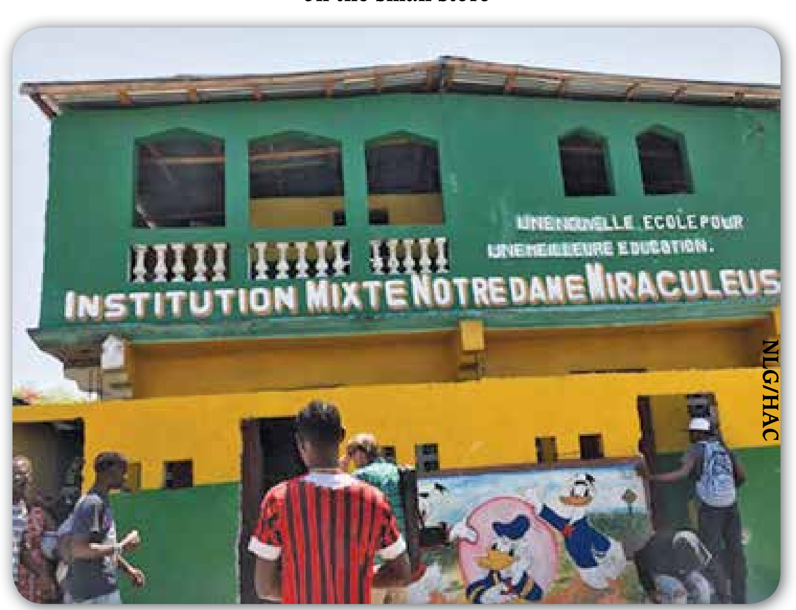
The first of two parts

Introduction

On Nov. 13, 2018, police and other paramilitary personnel entered the neighborhood of Lasalin in Port-au-Prince, Haiti. What followed was a massacre of the civilian population. Buildings, including schools, were fired upon and destroyed, people were injured and killed, with some burned alive, women were sexually assaulted and raped and hundreds were forcibly displaced from homes. Bodies were either burned, taken away to be disappeared, buried, never to be found, or in some cases left to be eaten by dogs and pigs.



A street scene from Lasalin. "Suffer to Live" says the sign on the small store



Investigators visited a bullet-ridden school and were told five students and two teachers died there

There has been widespread acknowledgment from the Haitian government, mainstream human rights groups, and even the United Nations occupiers in Haiti, known by the acronym MINUJUSTH, that something terrible took place in Lasalin. However, in every case, there has been an attempt to downplay and obscure what actually happened. The numbers of the dead and wounded have been minimized, the extent of destruction to communities and displacement downplayed, and the violence has been primarily blamed on "gangs fighting over territory."

The Lasalin massacre was designed to punish and destroy a neighborhood long known as a stronghold of the grassroots Lavalas movement and center of opposition. Our investigation determined that the narrative of "gang warfare"obscures the reality that the attack on Lasalin was government-orchestrated and supported, with police collaborating with and weaponizing criminal elements. According to many Lasalin residents and survivors, the coordinator of the massacre was Pierre Richard Duplan, alias Pierrot, of the PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale, the ruling party of Jovenel Moïse). Duplan had failed in his bid to become the mayor of Port-au-Prince and was now the government delegate for the West Department of Haiti.[1] A UN human rights report released on Jun. 21, 2019, also implicates Duplan.[2] The Miami Herald disclosed in a May 15 article that a police investigation had confirmed the involvement in the massacre of high-level government officials in the government of Jovenel Moïse, tracing an assault rifle assigned to the National Palace to the massacre.[3] These are just some of the examples of government involvement in the massacre.

On Apr. 1, 2019, members of the Haiti Action Committee (HAC) and the National Lawyers Guild (NLG) went to Haiti to investigate the Nov. 13 massacre in Lasalin as well as the ongoing pattern of repression and extra judicial killings targeting the people of Lasalin and other neighborhoods known for their activism against the government. We found a clear pattern of paramilitaries/death squads being armed and abetted by the government in order to terrorize the population and prevent opposition. This level of violence and repression has not been seen since the 2004 coup against President Aristide which, according to a study published in the medical journal The Lancet, resulted in an estimated 8,000 deaths in the Port-au-Prince area alone.[4]

Our team included Judith Mirkinson, President of the San Francisco Chapter of the National Lawyers' Guild; Margaret Prescod, producer of the "Sojourner Truth" radio program nationally syndicated on Pacifica Radio and member of Women of Color/ Global Women's Strike; Ramiro Funez, assistant producer of "Sojourner Truth", and Seth Donnelly, member of Haiti Action Committee and the California Teachers Association. Margaret Prescod provided coverage of our delegation's findings on "Sojourner Truth" and on "The Real News Network" television program.[5]

Report Methodology

On Apr. 1, 2019, our team went to Lasalin and conducted interviews with residents who had witnessed the killings and/or who had lost loved ones in the massacre. We also gathered physical evidence of the killings. That same afternoon, we went to an abandoned market in Waf Jeremy and interviewed some of those residents who had been forced to flee from their homes in Lasalin.



Aristide-era housing with bullet holes



The charred bodies of victims of the Lasalin massacre. At least 71 people were killed, their bodies either burned, disappeared, buried, or in some cases left to be eaten by dogs and pigs.

We followed up these direct interviews on Apr. 2 by speaking to Haitian investigative journalists who had been closely following the situation in Lasalin, from before the massacre to the present day. We also met with Haitian human rights workers.

After our visit, another U.S. human rights delegation went to Haiti between Apr. 24 and Apr. 27 to follow up on our investigation. This second delegation included U.S. Representative Maxine Waters, investigative journalist Margaret Prescod, Haiti Action Committee co-founder Pierre Labossière, actor Danny Glover, and NLG human rights attorneys Walter Riley and Brian Concannon. The additional evidence gathered by this second delegation confirms the findings of this report. As Walter Riley expressed: "We have eyewitness reports that these attacks are not simply gangs as they are being referred to by the press and the U.S. Embassy, but part of militias backed by some in the Moïse administration. The murder and brutality is a policy of the Haitian government which is backed by the United States." Similarly, Brian Concannon stated: "I have worked on political violence cases in Haiti for 24 years and the witness reports from Lasalin, Tokyo and Site Vincent are all too similar to other notorious acts of state sponsored oppression ... With the Duvaliers' TonTon Macoutes, the FRAPH death squads and now the violent groups under the Moïse administration, the motive for each has been silencing calls for justice and democracy and terrorizing government opponents, while disguising government participation."[6] Congresswoman Waters said she was 'appalled and shocked' at the killings and promised to engage with her colleagues in Congress to use 'whatever leverage and power we have to help make the violence cease because this is not conscionable and not tolerable.'"[7]

In addition to the information collected from these steps and sources, we have also read and analyzed reports by Haitian human rights organizations on the Nov. 13 massacre. Furthermore, we have extracted corroborating evidence for our findings from investigative Haitian journalists and from a public interview with one of the key perpetrators of the massacre, former police officer Jimmy Cherizier, aka"Barbecue".

Why Lasalin?

Lasalin is a neighborhood with a population of about 5,000 in the downtown section of Port-au-Prince. It is part of the West Department of Haiti and borders the infamous port of Croix des Bossales where enslaved Africans were first brought to Haiti by the French. The port is still heavily used for commercial traffic. Lasalin has been known as a stronghold of Lavalas—the mass popular grassroots party of President Jean Bertrand Aristide—ever since President Aristide was a parish priest there in the St. Jean Bosco Church. During the Aristide period, hospitals, housing and schools were all built there in accordance with policies enacted throughout the country. These buildings were particularly targeted during the massacre.

The attack on Lasalin comes at a time of increasing violence and repression. Starting in July 2018, there have been massive demonstrations protesting the theft of 4.2 billion dollars of Petro Caribe money: oil lent by Venezuela to Haiti which could then be sold for a profit. The extra money could then be used to fund social programs in Haiti. Instead, this money simply vanished. Over three days in July 2018, tens of thousands protested in the streets demanding an end to gas price hikes, an accounting for the missing funds and the resignation of President Jovenel Moïse. The demonstrations brought Port-au-Prince to a virtual standstill and resulted in the resignation of Prime Minister Jacques Guy Lafontant. The demonstrations, which are met with tear gas, rubber bullets, and live ammunition continue to the present day.

Timeline of Events

Based upon extensive interviews with Haitian human rights workers, journalists, and the residents of Lasalin, we have constructed the following

suite à la page(15)

Human Rights Groups Petition IACHR to Protect Survivors of La Saline Massacre

by the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH)

The *Bureau des Avocats Internationaux* (BAI), a Haiti-based human rights law firm, together with its U.S.-based partner organization, the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), announced Aug. 13 a petition to the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR) for an emergency response to protect the survivors of the November 2018 massacre in the La Saline (Lasalin, in Kreyòl) neighborhood of Port-au-Prince. This petition requests "precautionary measures" under IACHR protocols to safeguard and protect human rights in member countries of the Organization of American States (OAS).

Reports from the UN's mission in Haiti (MINUJUSTH) and the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) and Haiti's National Human Rights Defense Network (RNDDH) confirm that armed gangs brutally murdered La Saline residents, including women and small children, in an hours-long massacre; RNDDH reports confirm at least 71 fatalities. BAI and IJDH have requested that the IACHR adopt measures compelling the Haitian government to provide urgent humanitarian assistance to survivors displaced by the massacre, improve security in La Saline and the surrounding neighbors where survivors have fled through increased police presence, and address delays that have hampered access to justice for victims. The request to the IACHR was filed Aug. 9, 2019.

"Before he was assassinated, it was my son who supported me financially," explained one of the petitioners, who has been living in an open-air market without assistance since she fled the massacre. "Additionally, I lost everything the day of the massacre: my furniture, my business, my cooking utensils. Now I beg with humiliation for a piece of bread to give my children."

Investigations by RNDDH and international journalists further suggest that the massacre was carried out with the complicity of Haitian government actors, in retaliation for the neighborhood's involvement in Haiti's national anti-corruption movement. Over the past year, a growing popular movement has mobilized protests calling for government accountability and structural reform, following reports from Haiti's Senate (2016, 2017) detailing the misappropriation of an estimated $1.7 billion of state funds intended for investment in critical infrastructure and social services. A report by Haiti's Central Directorate of Judicial Police directly implicated two senior government officials in the Massacre; Director-General of the Ministry of Interior, Fednel Monchéry, and President Moïse's direct representative to the Port-au-Prince region, Joseph Pierre Richard Duplan. Despite the Judicial Police report recommending their arrest, neither man been arrested nor suspended from his post.

"For nine months President Moïse has failed to publicly condemn the massacre, and his administration has failed to provide assistance to victims, prevent continued violence in La Saline, or hold those responsible accountable, including officials within his own government," said Mario Joseph, Managing Attorney of the BAI, which also represents survivors of the massacre in Haitian court proceedings. "There is strong evidence of state involvement, and the failure of the Government to respond shows contempt for the human rights of the people of La Saline. The Haitian Government is in clear breach of legal obligations under the 1969 American Convention on Human Rights, and the duties it defines for hemispheric state actors to uphold the essential rights of their citizens. We call on the Inter-American Commission to act urgently to protect survivors from further harm."

L'IMPÉRIALISME, STADE S

Par Jimmy Dalleedoo

D'après le programme alimentaire mondial (PAM), un enfant de moins de cinq ans meurt de faim toutes les 11 secondes dans le monde : cela représenterait 3 millions d'enfants chaque année ! Au Yemen, les chemins humanitaires qui permettraient de convoyer des aides alimentaires ont été coupés par les forces de la coalition saoudienne : la petite Amal Hussain n'a pas bénéficié de ces aides alimentaires. Amal Hussain a été classée dans les « dommages collatéraux » : c'est-à-dire acceptables pour les pays impérialistes. Les pays impérialistes sèment la confusion, la guerre, la misère, la ruine au service du surprofit capitaliste : la famine est une arme de guerre de l'impérialisme. Pendant que des tags sur les murs des permanences LREM sont dénoncés comme des « attentats », la mort de milliers d'enfants sous les bombardements a été présentée comme un « apport de la démocratie » ! surtout lorsqu'on sait que ces armes militaires ont été vendues par la France…



La bourgeoisie nationale française a débloqué plus d'un milliard d'euros en une semaine pour sauver une cathédrale : ne pouvait-elle pas sauver ces enfants avec cet argent

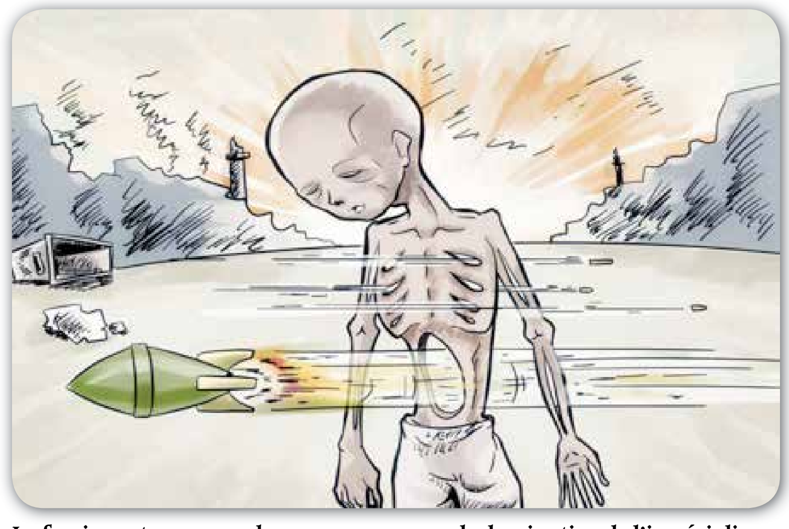
L'impérialisme, oppresseur des peuples

Il y aurait plus de 815 millions de personnes qui souffriraient de la faim et de malnutrition dans le monde : 9,1 millions de personnes sont décédées lors de l'année 2015. 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année. 815 millions de personnes se sont couché le ventre vide en 2017. On enregistrait 38 millions de personnes de plus souffrant de malnutrition lors de l'année 2016 : la malnutrition tue autant que le cancer.

On ne nourrit pas un peuple avec des armes…

25 000 personnes meurent de faim chaque jour : 151 millions d'enfants pâtissent de croissances défaillantes ayant pour cause la malnutrition. 613 millions de femmes de 15 à 49 ans ont été affectées par l'anémie : en Asie et en Afrique surtout. Dans les pays impérialistes aussi des personnes souffrent de la faim, car le diable dévore ses propres enfants :

- 3 millions aux États-Unis
- 2,7 millions au Royaume-uni
- 0,8 millions en Allemagne
- 0,9 millions en France et 0,6 millions en Italie



La famine est une arme de guerre, une arme de domination de l'impérialisme

Les institutions impérialistes ont classé la faim par phases de gravité avec un cynisme qui les caractérise :

Phase 1 : minimale. Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires de base.

Phase 2 : sous pression. Pour au moins un ménage sur cinq, la consommation alimentaire est réduite.

Phase 3 : crises. Au moins un ménage sur cinq est confronté à des déficits alimentaires considérables avec une malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale.

Phase 4 : urgence. Au moins un ménage sur cinq a un déficit complet en alimentation et une mortalité excessive.

Pour « déclarer » un état de famine (phase 5 donc), il faut que les conditions suivantes aient été réunies :

- Au moins 20% des ménages doivent être confrontés à des pénuries alimentaires sévères et ont une capacité limitée à y faire face.

- La prévalence de la malnutrition globale excède 30%.

- Le taux brut de mortalité doit être supérieur à 2 décès pour 10 000 personnes par jour

La famine, une arme de domination de l'impérialisme

Les institutions impérialistes se permettent donc des manipulations sémantiques via des « échelles de gravité » et affirmant ainsi des différenciations dans la souffrance humaine : ce système de « phase » est un outil de déresponsabilisation des pays impérialistes. D'ailleurs, la directrice du programme alimentaire mondial (PAM) à Paris avait déclaré : « Il n'y a pas de famine comme telle dans le monde aujourd'hui ; il faut savoir que déclarer une famine dans un pays, c'est complexe et lourd de conséquences ». En d'autres termes, il faut que les chiffres atteignent la « phase 5 », autrement les enfants mourant de la faim n'existeraient pas : ils resteraient des morts acceptables.

L'impérialisme se moque de la vie humaine qui est une simple marchandise productrice de profit (capital variable) dans sa logique capitaliste. Les pays impérialistes oppriment les peuples comme le vampire enfermerait dans une cage sa proie pour lui sucer son sang chaque fois qu'il serait affamé. En effet, la base de développement de l'impérialisme se situe dans l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières et de main-d'œuvre bon marché. Les frontières des nations impérialistes sont dorénavant trop étroites : elles continuent de créer un monde à leur image. L'impérialisme, qu'il soit usurier ou guerrier, opprime les peuples sur le plan économique, politique, social, philosophique et religieux. En d'autres termes, les impérialistes s'accaparent les superstructures des pays débiteurs qui deviennent ainsi leur prolongement naturel.

Les peuples opprimés par les pays impérialistes produisent des marchandises dans des conditions atroces. Ces marchandises sont ensuite exportées dans les pays impérialistes à des prix défiant toute concurrence. La valeur de la force de travail dans ces pays est égale à zéro et cela se répercute dans les prix des marchandises exportées. Les occidentaux « fashion-victimes » sont alors ravis de trouver leurs vêtements à des prix très abordables.

Les moyens de productions, mais aussi les matières premières des pays dominés sont accaparées par les forces impérialistes. Les peuples de ces pays dominés ne peuvent donc pas travailler au développement économique de leurs pays : ils produisent pour leurs colonisateurs. Les pays impérialistes peuvent compter sur les valets de la bourgeoisie compradore (les gouvernements fantoches au service des intérêts impérialistes) qui participent à l'oppression de leurs propres peuples.

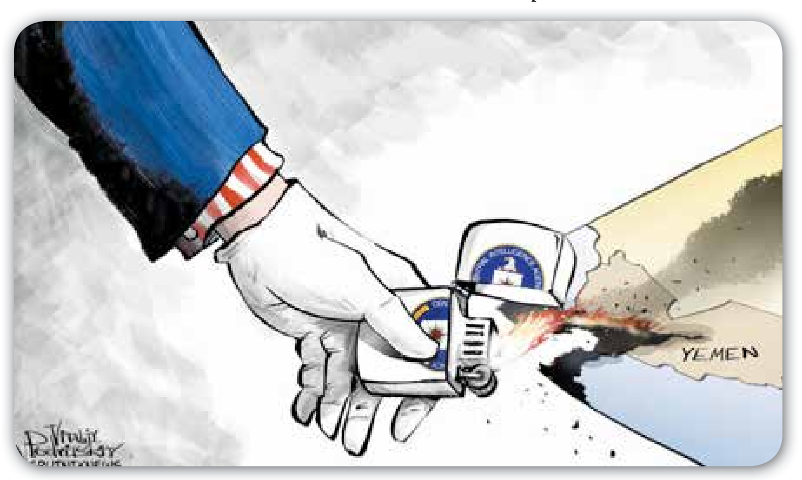
Les pays impérialistes se développent inégalement : certains se développent plus vite que les autres. L'Inde est un pays capitaliste qui accédera au stade impérialiste et il est donc un « jeune monopole ». Les pays impérialistes tels la France, l'Allemagne ou l'Angleterre par exemple sont « des vieux monopoles ». Les guerres impérialistes sont alors inéluctables, car les jeunes vampires voudront dévorer à leur tour les vieux vampires pour l'accession aux sources de matières premières et de main-d'œuvre bon marché.

Mais les interventions militaires impérialistes ne sont que la finalité d'un processus de déstabilisation qui opère en amont. Des gouvernements fantoches, des milices (qui regroupent en général des personnes qui n'ont plus rien à perdre) sont armées par les pays impérialistes. Ces groupes armés par les pays impérialistes ouvrent la voie aux monopoles capitalistes. Les pays impérialistes fomentent des guerres civiles, afin de semer le chaos, la destruction, la misère pour ensuite envoyer leurs armées en « sauveurs de la démocratie » : en réalité ils profitent de ces situations pour coloniser ces pays « débiteurs ».

Le processus de déstabilisation et de destruction peut alors prendre plusieurs formes, mais la première arme utilisée par les forces impérialistes est la famine évidemment. Ils sont nombreux les enfants du continent Africain subissant la faim : Niger, Nigéria, Sud-Soudan, Somalie, Yémen, entre autres.

- Au Nigéria, du côté du Biafra, la population a été frappée par une famine de 1967 à 1970 engendrant ainsi plus d'un million de morts. La population de l'État du Bornéo subissait elle aussi une situation atroce. En effet, cette zone abritait des groupes armés islamistes (dont leur naissance trouve pour causes les ravages de la domination impérialiste) attisant les conflits armés. Au Nigéria, plus de trois millions de personnes souffraient de la faim : 250.000 d'entre elles étaient des enfants.

Médecins sans frontières avait pointé du doigt les aides alimentaires qui étaient selon cette organisation humanitaire « totalement insuffisantes » et qui avait été très mal coordonnées. Dans la ville de Ngala plus de 80 000 personnes avaient été enfermées dans des « camps de la mort » et coupées du monde : le manque de soins et de nourriture était total. Plus de 2 000 enfants de moins de cinq ans avaient été enfermés par les milices armées dans ces camps et souffraient de malnutritions sévères.



La main des Etats-Unis dans la guerre au Yémen

L'ONG « action contre la faim » avait déclarée en 2017 : « Les gouvernements doivent alléger les obstacles bureaucratiques à l'importation des fournitures essentielles et rationaliser les processus de visas pour le personnel humanitaire qui se déplace vers les zones vulnérables ». Ces « obstacles bureaucratiques » reflètent l'une des particularités du mode de production capitaliste arrivé à son stade suprême (impérialiste donc) qui est sa machine d'État : car elle correspond à la machine bureaucratique et militaire. Cette machine d'État est une puissance que toutes les bourgeoisies désirent accaparer – si tel n'est pas déjà le cas – et son axe d'orientation suppose le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière, des couches populaires et des peuples opprimés : le profit et le surprofit étant son objectif principal.

- Au Niger, plus de 3 millions de personnes dont 800 000 enfants ont été frappés par la famine en 2005. Lors de la grande famine de 2005 au Niger, les impérialistes ont déclaré que les causes en étaient la sécheresse et les essaims de criquets dans la région : le diable ne se cache-t-il pas dans le mensonge ? Si oui, il a été trouvé ! Car plus de 4 millions de personnes souffraient de la faim dans ce pays et cela bien avant les « criquets ».

Les ONG qui étaient sur place ont déclaré que les famines ne se situaient dans les zones fertiles et agricoles du Sud. En effet, les institutions étatiques au service des intérêts impérialistes telle la Banque mondiale ou le FMI (qui s'étaient accaparées ces zones fertiles), avaient libéralisé les marchés agricoles dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le gouvernement du Sud Niger avait ensuite vendu leurs marchandises au Nigéria, alors que les Nigériens mouraient de faim.

Évidemment, les pays impérialistes et la bourgeoisie compradore représentée par le gouvernement nigérien avait pris soin de bloquer les aides humanitaires pour ne pas gêner les marchés boursiers spéculant sur les céréales. C'est ainsi qu'entre 2008 et 2011, l'impérialisme nord-américain (les États-Unis) ont investi des milliards de dollars dans la valeur des matières premières et des denrées alimentaires : il s'en est ensuivie une crise alimentaire et des émeutes de la faim. Cette crise a touché des pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique subsaharienne, le Sahel, le Tchad, le Soudan, l'Éthiopie.

Des enquêteurs du CDC Atlanta avaient parcouru huit régions du Niger : Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéry, Zinder. L'objectif était de réunir des données sur les niveaux de malnutrition. Ils ont pesé et mesuré plus 5 324 enfants de moins de cinq ans. Cette étude confirmait ainsi que 15,3% des enfants de 6 à 59 mois souffraient de malnutrition aiguë. Les taux allaient jusqu'à 8,9% à Niamey, 17, 9% à Tahoua, mais aussi jusqu'à 15% à Diffa, Maradi et Zinder.

L'Unicef déclarait à l'époque : « Ces données ont été utilisées pour tirer un échantillon représentatif sur la base d'un double tirage aléatoire des ménages. Dans chaque ménage tiré, tous les enfants de 6 à 59 mois sont retenus pour des mesures anthropométriques. Au Niger, la sécheresse, l'invasion acridienne et les mauvaises pratiques nutritionnelles ne sont pas les seuls facteurs expliquant la crise. Le refus de procéder à des distributions gratuites de nourriture dès la prévision du déficit céréalier, de peur de déstabiliser le marché, a empêché des milliers de personnes de se procurer des denrées de base. Dans un pays où 63% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, la vente, même à bas prix, des vivres, a plongé de nombreuses familles dans l'insécurité alimentaire. Les Nigériens ont dans le même temps souffert de la flambée des prix consécutive à la rareté des produits et à la spéculation traditionnellement observée en période de soudure ».

- Le Sud-Soudan a atteint un pic dans la souffrance humaine avec plus de 5 millions de personnes qui souffraient de la faim. 40% de la population du Sud-Soudan attend une aide alimentaire urgente : et beaucoup attendent toujours ! Les populations de ce pays vivent un véritable calvaire depuis le début de la guerre civile.

L'Unicef affirmait : « Selon les estimations, plus d'un million d'enfants souffrent actuellement de malnutrition aiguë au Soudan du Sud et plus d'un quart de million souffrent déjà de malnutrition sévère. Si nous ne parvenons pas jusqu'à ces enfants pour leur venir en aide de manière urgente, nombre d'entre eux mourront ».

Ce pays aussi n'a pas été épargné par l'appétit vorace des pays impérialistes qui utilisent la faim comme une véritable arme de guerre pour contrôler et faire fuir les populations. La population du Soudan du Sud avait voté pour son indépendance lors d'un référendum en 2011. Selon le président de la République, Salva Kiir, un coup d'État avait été organisé par l'ancien vice-président Riek Machar, démis de ses fonctions quelque temps auparavant. En d'autres termes, la bourgeoisie compra-

SUPRÊME DE LA FAMINE...



Amal Hussain est décédée à l'âge de 7 ans le 2 novembre 2018. Cette petite Yéménite a été torturée par la faim : la photo d'elle avant sa mort est insoutenable à regarder. La maman de cette petite fille, Mme Mariam Ali, disait : « Amal était toujours souriante. Maintenant, je suis inquiète pour mes autres enfants ».

dore se battait pour une « place au soleil » : déclenchant ainsi la guerre civile.

En effet, un accord avait été signé entre le Soudan et le Soudan du Sud. Le Soudan voulait conserver le contrôle du pétrole, mais il n'était pas le seul évidemment. L'impérialisme nord-américain a participé d'une manière très active au développement de cette guerre civile, car il voulait mettre la main sur le pétrole de cette zone. L'impérialisme nord-américain s'avère particulièrement violent dans cette zone, car les sociaux-impérialistes Chinois étaient déjà présents dans la zone du Soudan du Sud.

En effet, l'internationale capitaliste a engendré une interdépendance des différents pays impérialistes, mais cela ne remet pas en cause les contradictions entre ces mêmes pays impérialistes pour le « partage du butin ». Dans le Sud Soudan, à Juba, les impérialistes « gèrent » les affaires d'État et ils aident à installer leurs futurs serviteurs (bourgeoisie compradore) : plus de 30 000 soldats ont été déployés dans cette zone.

Lorsque les émeutes de la faim ont éclaté, les impérialistes (dont la France) renversèrent Mouammar Khadafi en Libye. Les groupes tels AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) ou Boko Haram pouvaient alors s'étendre des frontières de la Libye au Mali. L'impérialisme nord-américain et les sociaux-impérialistes chinois se sont emparés d'une grande partie de la zone du Nord Soudan et ils ont ainsi créé des déplacements de population vers le Sud.

Les monopoles de ces pays impérialistes pouvaient alors spolier les terres de la zone Nord : le Sud Soudan a été confisqué lui aussi par les monopoles puisque ses sols sont imbibés de pétrole. La guerre, la misère, les souffrances par la famine permettent aux impérialistes de contrôler totalement la population et d'empêcher les possibles menaces contre leurs desseins impérialistes qui se soldent par un surprofit conséquent.

Un enfant sur dix meurt avant d'atteindre l'âge d'un an dans ce pays. La majorité de la population vit avec 75 centimes par jour. La majorité ne sait ni lire ni écrire.

Et...dans le même temps... les revenus du pétrole qui avait été spolié par les pays impérialistes dans ce pays engendraient des milliards de dollars...

- Le Yemen bénéficie de terres très fertiles. Ces terres sont utilisées pour produire des marchandises telles le tabac, le coton ou le café. Ces marchandises sont ensuite exportées sur les marchés occidentaux. Le Yemen est dépendant à 90% des importations de nourriture et de pétrole, alors que ce pays est lui-même producteur de pétrole ! La coalition menée par l'Arabie Saoudite sème la terreur dans ce pays avec des bombardements permanents.

C'est une véritable extermination qui est menée par la coalition saoudienne contre la population yéménite. Pire, la coalition saoudienne bloque les aides alimentaires dans ce pays. Le bombardement des ports empêche l'approvisionnement du Yemen en produit de première nécessité. Les pays impérialistes que sont les États-unis et la France ont bloqué les ports, mais aussi les aéroports, c'est-à-dire tous les points de passages possibles des produits de première nécessité : c'est donc un massacre intentionnellement orchestré par ces deux pays. Pourquoi ? Parce que la coalition saoudienne est un des « meilleurs clients » des impérialistes français et étatsuniens dans l'achat d'armement militaire.

Florence Parly qui était alors ministre des armées avait déclaré le 20 janvier 2019 sur France-Inter (à partir de la cinquantième minute) : « Je n'ai pas connaissance que des armes françaises soient utilisées au Yemen ». Pourtant, la France a vendu au Yemen des chars Leclerc, obus flèche, Mirages 2000-9, radars Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphins, frégates de classe Makkah, corvettes lance-missiles de classe Baynunah, canons Caesar. En neuf ans, la France a vendu pour plus de 11 milliards d'euros d'armes de guerre à l'Arabie Saoudite.

Plus de 28 millions de Yéménites subissent les bombardements, sont affamés, persécutés, mentalement broyés et pourchassés par les hordes sauvages impérialistes. Depuis le début de la guerre, c'est plus de 8 400 personnes qui ont été tuées dont plus de 1 283 enfants. Entre le mois de mars 2016 et le mois de décembre 2018, 35 civils sont morts dans 52 bombardements à cause des canons français : et 143 canons français doivent être vendus aux Saoudiens d'ici 2023. Sont aussi prévus la vente de blindés Titus et de canons tractés105 LG.

Florence Parly déclarait le 20 janvier 2019 sur France Inter : « Nous n'avons récemment vendu aucune arme qui puisse être utilisée dans le cadre du conflit yéménite ». Un proverbe ne disait-il pas que « le diable est le père du mensonge » ?

- La Somalie est aussi dans une situation grave après des décennies de guerres civiles fomentées par l'impérialisme. La sécheresse est présentée comme la seule cause de la famine. La stratégie du chaos menée par les forces impérialistes dans ce pays a atteint un degré très élevé de gravité. Le peu de marchandises qui sont créées dans ce pays sont exportées. Les prix flambent, les matières premières et les moyens de production de ce pays ont été détournés par les forces impérialistes : près d'un million de personnes ont été déplacées le ventre vide.

En Somalie, plus de 3 millions de personnes ont été frappées par la faim. Plus de 380 000 enfants ont été frappés par cette famine dont plus de 80 000 sont dans un état de mort imminente. La guerre civile fomentée par les forces impérialistes a engendré plus de 500 000 morts dans ce pays. Le Yemen, la Somalie, le Soudan, le Nigéria : dans ces 4 pays seulement, nous comptons plus d'un million d'enfants qui sont aux portes de la mort à cause de la famine.

La Somalie est devenue « indépendante » en 1959 avec la fusion de la colonie italienne au Sud et britannique au Nord. Ici, ce sont les « islamistes shebab » qui sont devenus l'excuse de domination des impérialistes. En Somalie, comme dans la quasi-totalité des pays dominés et oppressés par les forces impérialistes, beaucoup de jeunes se sont engagés dans les rangs des « shebabs ».

En effet, lorsqu'on a faim, qu'on vit la misère, l'exploitation, l'oppression et qu'on a plus aucun espoir, que pourrait-on faire d'autre ?

Depuis l'élection du fasciste Donald Trump à la tête des États-Unis, c'est plus de 110 frappes aériennes qui ont été organisées dans ce pays. 800 « terroristes » y auraient été tués : trois fois plus que les deux mandats réunis de Mr Obama. Africom (commandement américain pour l'Afrique) a été créé en 2007 afin de pourchasser tous les individus qui seraient « suspectés » de terrorisme. En d'autres termes, Africom est une organisation de l'impérialisme américain dont la mission est de réprimer toutes les formes d'opposition en Somalie.

Concernant les frappes des États-Unis, Amnesty international a déclaré : « Les attaques semblent avoir violé la loi internationale humanitaire, et certaines pourraient représenter un crime de guerre ». Amnesty international confirmait que des dizaines de personnes avaient été tuées lors des frappes. La Somalie est un point stratégique sur le plan géopolitique, car ce pays est un pont qui offre aux pays impérialiste un accès à la mer vers l'Est, mais aussi l'Ethiopie, le Kenya et le Soudan du Sud vers l'Ouest : des zones très riches en pétrole et minerais.

Ventes d'armes et oppression des peuples

La bourgeoisie nationale française a débloqué plus d'un milliard d'euros en une semaine pour sauver une cathédrale : ne pouvait-elle pas sauver ces enfants avec cet argent ? Évidemment, si... mais...

La France impérialiste est un des vendeurs d'armes les plus prolifiques. Les principaux clients de la France sont (en milliards d'euros de 2008 à juillet 2017) :

1- Inde : 13,18 milliards d'euros d'armes ont été vendues à ce pays par la France

2- Arabie Saoudite : 11,13 M

3- Qatar : 8,76 M

4- Égypte : 7,33 M

5- Brésil (à noter que ce pays est dirigé par Jair Bolsonaro qui est un fasciste) : 6,31 M

6- Émirats arabes unis : 3,84 M

7- États-Unis : 2,29 M

8- Singapour : 2,28 M

9- Royaume-Uni : 1,98 M

10- Maroc : 1, 79 M

Le dénominateur commun de plusieurs de ces pays est la famine et il est intéressant de constater que les pays impérialistes utilisent la méthode de domination déjà employée par Daech : la stratégie du chaos.

L'objectif est de détruire toutes les superstructures politiques, sociales, juridiques et religieuses du pays visé par les forces impérialistes : ils installent un climat de terreur et enlèvent tout espoir aux autochtones. Lorsque les peuples ont été noyés dans le désespoir total, les impérialistes apportent de l'ordre dans ce désordre sous couvert « d'apport de la démocratie » : en réalité ils prennent le contrôle du pays. Ils peuvent ainsi accéder aux matières premières, mais aussi à la main d'œuvre « bon marché ». Toutes les formes de résistance sont ensuite sanctionnées très sévèrement par les forces impérialistes qui bénéficient d'une expérience dans deux domaines :

1- expérience dans la gestion des capitaux

2- expérience dans la violence

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme est déterminé par son capital financier, c'est-à-dire la fusion des capitaux bancaires et industriels monopolisés. Ce capital financier s'est internationalisé et c'est ainsi que le « poulpe capitaliste » a étendu ses tentacules sur la totalité de la planète. Les institutions internationales telles le FMI (Fonds monétaire international) ou la BM (Banque mondiale) sont des chevaux de Troie facilitant l'extension des pays impérialistes.

Concrètement, le FMI et la BM utilisent les programmes d'ajustement structurel (PAS). Évidemment, ils certifieront que ces PAS sont une nécessité pour « développer les pays les plus pauvres ». Ces PAS permettent aux pays impérialistes via le FMI/BM de prendre le contrôle sur la totalité de l'économie des « pays débiteurs ». Ces PAS engendrent, entre autres, une augmentation de la TVA ainsi que celle des prix de la nourriture, des médicaments, des loyers, etc. Les pays soumis aux PAS subissent aussi une dévaluation





L'impérialisme, qu'il soit usurier ou guerrier, opprime les peuples sur le plan économique, politique, social, philosophique et religieux.

de leur monnaie, une diminution des importations, une réduction des salaires, une dégradation des droits du travail, une destruction des services publics. Ces PAS facilitent ainsi le dépeçage des pays « débiteurs » par les pays impérialistes.

Et plus les pays dominés demanderont des prêts à ces institutions comme le FMI, la BM et plus ils seront subordonnés, opprimés par eux. Le FMI fonctionne avec l'argent des contribuables du monde entier et est dominé par l'impérialisme nord-américain. Les « experts » du capital financier internationalisé dictent les directives aux dirigeants du FMI et de la BM. Les monopoles capitalistes ou multinationales doivent s'étendre dans toutes les zones du monde pour s'assurer un surprofit maximum.

Elle commence par la privatisation de la banque centrale du pays aidé. Les pays visés par l'impérialisme sont obligés d'emprunter de l'argent aux pays impérialistes (la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne, entre autres...) qui leur « accordent » ces prêts à des taux usuraires. C'est alors que les vampires capitalistes peuvent ingurgiter tout le sang nécessaire à leur existence. La solution est une lutte implacable des peuples des pays opprimés contre l'impérialisme. La lutte anti-impérialiste doit s'orienter vers la destruction de toutes ces forces réactionnaires qui oppriment l'humanité.





Au Yémen, les pays impérialistes que sont les États-unis et la France ont bloqué les ports, mais aussi les aéroports, c'est-à-dire tous les points de passages possibles des produits de première nécessité...

L'internationalisme prolétarien doit être est la clef qui permettra aux peuples de se délivrer des griffes impérialistes. L'internationalisme prolétarien, la solidarité de classe de tous les Hommes exploités, dominés, oppressés par les forces obscures du capital se lèveront telle la foudre dans un ciel totalement noir.

Cependant demeure une question : où est le parti du prolétariat ? Il n'existe toujours pas...

A bas l'impérialisme !

Le Grand Soir 4 août 2019

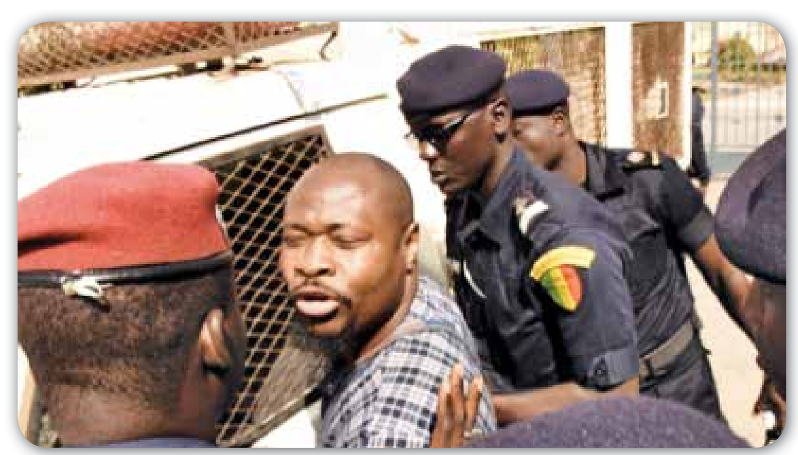
Pour la libération de Guy Marius Sagna, arbitrairement détenu !

Le mardi 16 juillet 2019, Guy Marius Sagna est arrêté et conduit à la Section de recherche de la gendarmerie nationale sur ordre du Procureur de la République pour s'expliquer sur deux publications faites sur les réseaux sociaux. Dans ces publications, Guy Marius Sagna déplore le fait qu'après 59 années d'indépendance, les élites politiques du Sénégal vont se soigner ou finir leurs jours dans les hôpitaux de l'ancienne puissance coloniale pendant que les infrastructures hospitalières du pays demeurent des mouroirs pour les populations. Ces deux publications ne pouvant fonder une infraction, après quatre jours entre la Section de recherche de la gendarmerie, la Cave du tribunal de Dakar et la cellule du Commissariat central de Dakar, Guy Marius Sagna est placé le 19 juillet 2019 sous mandat de dépôt par le Procureur sous le chef d'accusation de « fausse alerte au terrorisme » au moment où le pays était concentré sur la finale de la coupe d'Afrique des Nations (CAN).

Mais voilà que le 5 août 2019 le Procureur de la République se fend d'un communiqué dans lequel on lit que « Guy Marius Sagna est poursuivi du chef de diffusion de fausses nouvelles suite à ses déclarations selon lesquelles la France préparerait un attentat contre le Sénégal » sans dire QUAND et OU l'accusé a pu faire la dite « fausse alerte » ou « fausses nouvelles ».

Cette sortie publique pour répondre aux mobilisations populaires et citoyennes nationale et internationale par laquelle le Procureur passe de l'accusation de « fausse alerte au terrorisme » à « diffusion de fausses informations » doit être tout simplement qualifiée de faux et usage de faux et de flagrant abus de pouvoir

En effet, non seulement c'est injuste et faux d'attribuer à Guy Marius personnellement une déclaration qui émane du mouvement le FRAPP (Front pour une Révolution Anti-Impérialiste Populaire et Panafricaine) dans lequel Guy Marius n'est qu'un des adhérents, mais en plus le FRAPP a tout simplement fait écho à la déclaration publique d'un député de la majorité présidentielle expliquant que si le Président n'avait pas donné sa part de pétrole à la firme française TOTAL « la France allait ouvrir les portes du Sénégal aux rebelles du Mali » (18 février 2019) et à celle du ministre de l'intérieur français à Dakar, M. C. Castaner, selon laquelle « le terrorisme est présent au Sénégal » (21 mai 2019).





Les images de l'arrestation musclée de Guy Marius Sagna le mardi 16 juillet 2019 dernier

Et pourtant ni le député, ni le ministre de l'intérieur Français ne sont poursuivis pour « fausse alerte au terrorisme » ou pour « diffusion de fausses informations » lesquelles « au-delà de leur caractère faux et de la psychose qu'elles créent, peuvent avoir des conséquences graves sur la tranquillité et la sécurité des citoyens et des étrangers vivant au Sénégal » (idem). Décidément le syndrome du « tirailleur au service de la mère patrie la France » des guerres coloniales est-il en train de contaminer la Justice du pays ?

Ce faisant le Procureur se fait le bras armé du pouvoir présidentiel actuel et de la françafrique pour :

- Réprimer le mouvement citoyen et populaire Aar Li Nu Bok qui exige la transparence, la vérité et la justice dans la gestion du pétrole, du gaz, du zircon, de l'or et du fer ;
- Museler l'un de ses porte-voix emblématique Guy Marius Sagna ;
- Enrayer la mobilisation du peuple pour la bonne gouvernance des richesses naturelles ;
- Empêcher les interrogations légitimes sur le rôle réel de la France officielle au-delà de la posture dans la « lutte contre le djihadisme » au Mali et dans les pays du Sahel-Sahara.

Pour toutes ces raisons, nous appelons les populations, les démocrates et tous ceux et celles qui demandent la transparence, la vérité et la justice dans la gestion de nos ressources naturelles à exiger avec nous : LA LIBERATION IMMEDIATE, TOTALE ET SANS CONDITION DE GUY MARIUS SAGNA. Trop c'est trop, il n'a rien à faire à la prison de Rebeuss.

Texte liminaire conférence de presse du jeudi 08 août 2019
Seneweb.com 8 août 2019

La poignante lettre de Guy Marius, du fond de sa cellule

Du fond de la chambre 36, où il est incarcéré, l'activiste Guy Marius Sagna a écrit une lettre au Directeur de l'administration pénitentiaire. Ce, pour dénoncer les conditions «inhumaines» de détenus à Rebeuss. Seneweb vous propose l'intégralité de la correspondance.

«Monsieur le directeur, Recevez d'abord mes salutations, et au-delà de votre personne, toutes les forces de défense et de sécurité. Je vous présente à tous, mes condoléances suite à l'assassinat du gendarme Tamsir Sané à Koupentoum.

Cet assassinat montre à nouveau que le Frapp a raison de dénoncer les conditions de dénuement dans lesquelles policiers, gendarmes, militaires agents des eaux et forêts, sapeurs-pompiers, etc., travaillent. Et ces conditions scandaleuses sont le résultat du pillage par l'impérialisme et son valet le Président Macky Sall, du Sénégal.

Ce même pillage impose des conditions de travail inacceptables à l'administration pénitentiaire : sous-effectif, salaires dérisoires, lieux de détention surpeuplés, etc.

Ce même pillage est une véritable machine qui crée l'analphabétisme, la pauvreté et ses conséquences que sont le banditisme et le crime.

Voilà pourquoi monsieur le directeur, agents de l'administration pénitentiaire et "jailman" ne doivent pas être ennemis mais comprendre qu'ils sont des frères et des sœurs opprimés d'un même système néo-colonial.

Je viens par cette présente lettre protester énergiquement contre le traitement inhumain et dégradant infligé aux détenus de Reubeus.

Le 19 juillet 2019, en entrant à Reubeus, vos agents m'ont déshabillé, m'ont gardé tout nu pour me fouiller en plein air. Ensuite, ils m'ont contraint de m'accroupir tout nu.

Directeur, comment pouvez-vous accepter qu'en 2019 vos agents traitent ainsi des êtres humains ? Les détenus sénégalais sont-ils des êtres humains et citoyens entièrement à part

Monsieur le directeur, je demande la fin de cette pratique qui, avec les insultes, les violences physiques, ne participent qu'à dégrader, humilier des êtres humains.

Monsieur le directeur, Reubeus est gangrenée par les longues détentions. Des détenus sont ici depuis trois, quatre, cinq, six, sept, huit ans sans jugement. L'un d'entre eux vient d'être fraîchement acquitté après huit ans sans jugement. Cela ne peut plus durer.

En attendant le règlement de ce problème, monsieur le directeur, les chambres 9, 10, 3, 4, 1, 2, ressemblent à des cales de négriers. Plus de 300 détenus dans une chambre avec une ou deux toilettes !!!

Ces détenus se reconnaissent de loin avec leur odeur nauséabonde et leurs pieds enflés du fait qu'ils ne se douchent pas et ne se couchent pas.

C'est inhumain !!!

Comme si cela ne suffisait pas, les détenus sont volés au télécentre et à la boutique où les prix d'un appel ou des marchandises sont beaucoup plus chers. Les détenus sont opprimés et exploités : Sept (07) minutes de communication (orange) coûtent 1.000 fcfa. Et si la communication se coupe après quelques secondes, le détenu perdra toutes ses sept (07) minutes. Cela doit faire pâlir de jalousie le capitalisme. À l'infirmerie, il n'y a que du paracétamol et des antibiotiques. Cerise sur le gâteau, il y a une cuisine pour les "jailman" et une autre pour vos agents.

Avez-vous déjà vu un bol de "jailman" ou goûté à son contenu, monsieur le directeur ???

En 2016, les détenus se sont rebellés contre toutes ces graves conditions. Le feu fut ouvert sur les détenus. La bête immonde est encore féconde, monsieur le directeur.

Veuillez agréer, monsieur le directeur de la maison d'arrêt de Reubeus, l'expression de mon plus profond respect.

Guy Marius Sagna, Mandat de dépôt 19/07/2019, Chambre 36»

Amelia Boynton Robinson, militante infatigable des droits civiques

Par Fanfan la Tulipe

Il y a quatre ans décédait, au mois d'août 2015, à l'âge de 104 ans, Amelia Boynton Robinson, une militante des droits civiques qui joua un rôle crucial dans les Marches de Selma à Montgomery, réclamant le droit de vote pour les Afro-américain-es en 1965.

Fille d'Anna Eliza Platts et de George Platss, Amelia Isadora Platts nait le 18 août 1911 à Savannah en Géorgie, un État du sud-est des États-Unis où la ségrégation raciale fait rage et où le Ku Klux Klan, organisation suprématiste blanche règne sans partage.

Anna et George encouragent leurs enfants à lire, à s'éduquer et à former leur esprit. Alors qu'Amelia est encore une fillette, elle participe à des campagnes en faveur du droit de vote des femmes, qui sera accordé par les États-Unis en 1920 à travers le XIXe amendement de la Constitution, du moins aux femmes blanches. Bien que le XVe amendement stipule depuis 1969 que « le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera dénié ou limité par les États-Unis, ou par aucun État, pour des raisons de race, couleur, ou de condition antérieure de servitude », de nombreux Etats excluent de fait les Afro-américains-es du vote en se basant par exemple sur des critères de ressources ou d'éducation tout à fait irrecevables pour un esprit doué d'un minimum d'humanité.

Amelia étudie pendant deux ans à la *Georgia State Industrial College for Colored Youth* (« université industrielle de l'État de Géorgie pour Jeunes de couleur », aujourd'hui université d'État de Savannah), puis obtient un diplôme en économie domestique à l'institut de



Amelia Boynton Robinson, militante des droits civiques. Co-organisatrice des Marches de Selma à Montgomery réclamant le droit de vote pour les Afro-Américains-nes

Tuskegee dans l'Alabama (aujourd'hui université de Tuskegee). Elle enseigne quelques temps avant de devenir agente de démonstration à domicile dans la ville de Selma dans l'Alabama. Elle y forme la population à des questions liées à divers sujets autour de l'agriculture et des tâches domestiques, telles que la transformation d'aliments, la nutrition ou encore la santé.

En 1934, Amelia Boynton Robinson s'inscrit sur les registres de vote, ce qui est particulièrement compliqué pour les Afro-américain-es à cette période. En effet, comme de nombreux États du Sud, l'Alabama a passé une série de lois dites de *disenfranchisement* (privation de droits de vote) pour empêcher les Noir-es d'accéder au vote. L'inscription sur les listes électorales est ainsi soumise à des conditions d'éducation et d'alphabétisation. Afin d'éviter de pénaliser un électorat blanc, l'Alabama ajoute à son arsenal de lois la *« good character clause »* (clause de bonne moralité) et la *« grandfather clause »* (clause du grand-père) : une personne analphabète peut ainsi accéder au droit de vote si son père ou grand-père votait avant 1867 (excluant ainsi les descendants d'esclaves), des dispositifs qui excluent généralement les citoyen-nes noir-es ainsi que, souvent, les blanc-hes pauvres.

En 1936, âgée de 25 ans, Amelia épouse Samuel William Boynton avec qui elle aura deux enfants : Bill Jr. et Bruce Carver Boynton. Le couple milite et soutient des associations de défense des droits civiques. Quelques années plus tard, Amelia écrit la pièce *Through the Years* (au cours des années) qui se penche sur la naissance de la musique *Spiritual,* dans l'objectif de lever des fonds pour la création d'un centre communautaire à Selma.

En 1954, Amelia et Samuel rencontrent le révérend Martin Luther King, Jr. et son épouse Coretta Scott King, dans l'église de Montgomery dans laquelle le pasteur officie. Avec le mouvement du boycott des bus de Montgomery l'année suivante, une action déclenchée par Rosa Parks, Martin Luther King deviendra l'un des piliers du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Amelia est aux premiers rang des démarches visant à combattre les diverses manifestations de la ségrégation des lieux publics.

Samuel meurt en 1963. Petit à petit, Amelia Boynton Robinson transforme son domicile en un centre de réflexion, de stratégie et d'organisation pour le mouvement pour les droits civiques à Selma. Des campagnes pour le droit de vote des Noir-es sont ainsi lancées, avec des manifestations et des rassemblements devant les palais de justice pour tenter – généralement en vain – d'obtenir une inscription sur les listes électorales : ainsi, en 1962 puis en 1963, la militante Annie Lee Wilkerson Cooper sera ainsi déboutée. Le droit de vote est un enjeu majeur pour les associations de défense des droits civiques telles que la NAACP et la *Southern Christian Leadership Conference* de Martin Luther King : premier pas vers une véritable représentation politique des Noir-es, nécessaire à de vraies avancées de leurs **droits**.

En 1964, Amelia se présente aux élections sénatoriales en Alabama, espérant ainsi inciter les citoyen-nes noir-es à s'enregistrer sur les listes électorales et à voter. Une candidature pionnière, et ce à plus d'un titre : Amelia est la première femme noire à se présenter en Alabama, et la première femme candidate pour le parti démocrate dans l'État. Elle recevra 10% des voix.

Début 1965, un jeune militant noir, Jimmie Lee Jackson, est abattu par la police lors d'une manifestation pour le droit de vote. Amelia Boynton Robinson initie alors et co-organise une vaste marche de protestation et de demande du droit de vote entre Selma et Montgomery. Menés par Hosea Williams et John Lewis, 600 militants quittent Selma le 7 mars 1965. Ils sont arrêtés quelques kilomètres plus loin par la police locale et une foule haineuse qui s'en prennent violemment à eux. 70 militants sont blessés dans ce qui sera connu comme le *bloody sunday* (dimanche sanglant). Les images d'Amelia, inconsciente au sol après avoir été battue par la police, feront le tour du monde. Elle s'en est souvenue : « *Alors ils ont chargé. Ils sont venus de la droite. Ils sont venus de la gauche. Un [des soldats] a crié: « Cours! » J'ai pensé: « Pourquoi devrais-je courir? » Puis un officier à cheval m'a frappée aux omoplates et, une seconde fois, à l'arrière du cou. J'ai perdu connaissance.* »

Malgré les traumatismes, Amelia Boynton Robinson reprend le départ deux jours plus tard, en compagnie de Martin Luther King. Au même endroit, les marcheurs font demi-tour pour éviter un nouveau *bloody sunday*. Elle sera encore présente lors de la troisième marche qui, cette fois, parvient jusqu'à Montgmory en trois jours ; ce sont 25 000 marcheurs qui entrent dans la capitale de l'État le 24 mars.

Le *Voting Rights Act*, interdisant les discriminations raciales dans l'accès au vote, est finalement signé par le président Lyndon B. Johnson en août 1965. Amelia Boynton est invitée d'honneur lors de la cérémonie de signature.

En 1984, Amelia devient vice-présidente de l'Institut Schiller, un poste dont elle démissionnera en 2009. En 1990, elle obtient la médaille Martin Luther King pour la liberté. Amelia Boynton Robinson meurt en août 2015, quelques jours après avoir fêté ses 104 ans.

A plus d'un titre, Amelia a droit à notre devoir de mémoire et à la reconnaissance de tous ceux et celles qui ont repris le flambeau d'une lutte infatigable pour les droits humains, combat dont elle a été une pionnière.

Sources d'information :
Amelia Boynton Robinson, militante des droits civiques. Texte de « L'histoire par les femmes » avec modifications/ajouts de la rédaction.

La mémoire au service des luttes : Weetamoo





Par FUIQP & Alain St Victor

Il y a 343 ans, le 6 aout 1676, la cheffe « amérindienne » Weetamoo (également appelée Namumpum ou Tatapanunum) mourrait au combat contre les colonisateurs anglais.

La date exacte de sa naissance n'est pas connue. Elle serait née entre 1635 et 1640 dans l'actuel Massachusetts. Fille d'un chef de tribu Pocassets, elle hérite de cette fonction en tant qu'ainée n'ayant pas de frères. Son éducation est fonction de son milieu et de sa réalité sociale. Elle apprend la natation, la chasse, la cuisine, le tannage ainsi que la diplomatie.

En 1654, du fait des fonctions qu'elle est amenée à occuper, elle passe le rite d'initiation habituellement réservé aux garçons.

Ce rite appelé « rite de vision » consiste à séjourner seul en forêt et à jeuner pour entrer en communion avec les énergies de la terre. Le jeune s'arrête lorsqu'une vision annonce que l'esprit de l'enfant est parti pour céder la place à celui de l'adulte.

Weetamo est dans un premier temps favorable à une entente avec les colons. Mais ceux-ci initient une campagne de conversion des Indiens au christianisme et tentent de leur imposer par la force de nouvelles manières de vivre.

En 1661 le chef d'une autre tribu Pocasset est empoisonné alors qu'il rend visite aux colons pour se plaindre des agissements de prêcheurs blancs. La confiance de Weetamoo vis-à-vis des Blancs est définitivement rompue. Les relations entre Blancs et Indiens deviennent tendues sans pour autant déboucher sur des affrontements.

En 1674, les colons exigent que les guerriers remettent leurs armes et se soumettent à la couronne d'Angleterre. La révolte se prépare minutieusement avec un déclenchement prévu en 1676.

Cependant au cours de l'année



1675 un Indien converti et allié des Blancs est retrouvé mort. En réaction, les colons arrêtent et exécutent trois guerriers Pocassets. Dès lors, il n'est plus possible de retenir les guerriers indiens qui exigent une riposte.

Le 24 juin 1675 commence la « guerre du roi Philippe », un des chefs "indiens" ayant pris dans le passé ce nom.

Entretemps Weetamoo s'est mariée, mais son époux choisit de s'allier aux Anglais. Elle quitte aussitôt son époux pour rejoindre les combattants.

En tant que cheffe de tribu, elle dirige une troupe de 300 guerriers. Elle se fait remarquer pour sa bravoure au combat et sa haine de l'occupant. La révolte s'étend à toute la colonie anglaise et une douzaine de ville de colons sont brûlées.

Le roi "indien" Philippe est arrêté suite à une dénonciation le 6 août 1676. Une offensive de grande ampleur est organisée pour prendre les Indiens par surprise. Après une résistance farouche ils sont contraints de fuir.

Les colons les poursuivent sans relâche avec comme consigne d'exécuter tous les guerriers et en particulier les leaders indiens, y compris ceux qui se rendent. L'objectif est d'exposer les corps des chefs pour terroriser les guerriers.

Weetamoo est traquée et meurt noyée en tentant de franchir le fleuve Tauton. Son corps est exposé en public. Contrairement à l'espoir des colons Weetamoo que l'on appellera désormais « squaw sachem » reste dans les mémoires militantes indiennes comme un symbole de la résistance anticoloniale et féministe.

Il n'y a jamais eu acceptation de l'oppression. La résistance a toujours existé même après des défaites dues à la disproportion des forces militaires. C'est cela la vraie histoire de la colonisation et de la résistance.

Repose en paix, sœur et camarade

Texte : FUIQP
(Modifications et ajouts ASV)

Lettre au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies :



Le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres

Comme vous le savez certainement, étant donné votre honorable et haute responsabilité, le gouvernement des États-Unis a unilatéralement entrepris, avec le soutien de gouvernements incompétents et de minorités politiques de notre pays, une série d'agressions économiques, politiques et psychologiques planifiées et astucieuses contre la population vénézuélienne afin de produire « un changement de régime », qui en termes réels n'est que le renversement du gouvernement que nous, les Vénézuéliens, avons élus dans l'exercice de nos droits souverains, dans des élections libres, universelles et secrètes ; conformément à nos lois et dans l'exercice de notre autodétermination en tant que nation.

Initié en 2015, sous l'administration du président Obama, avec la publication du fameux décret présidentiel selon lequel notre pays, notre peuple, représenterait « une menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité des États-Unis, qui est précisément la puissance militaire la plus dangereuse que l'humanité ait jamais connue, la même qui, en soixante ans seulement, a provoqué dans le monde pas moins de 201 guerres classiques, sans parler des conflits créés par la guerre dite hybride ou à faible intensité.

Depuis lors, le siège et la destruction de notre État-nation ont été officialisés et devraient être légalisés devant le monde. Ces agressions ont été exacerbées, comme vous le savez bien, depuis l'élection de M. Donald Trump, qui, en moins de deux ans, a accru l'hostilité économique et financière pour étouffer l'État vénézuélien et affamer la population.

Tout cela à la lumière du jour et devant cette honorable institution dont la raison d'être est d'empêcher le retour de la guerre, précisément en faisant respecter le droit international. Ces dernières heures, le président Trump a officialisé le pillage des biens nationaux et menace les pays partenaires, mettant en danger la sécurité de 30 millions d'habitants.

Les conséquences de cet acte criminel atteignent, comme prévu, des limites brutales et inhumaines, empêchant l'accès à la nourriture, aux médicaments et aux biens importés essentiels, y compris les traitements médicaux d'urgence et les pièces de rechange essentielles au travail collectif.

Personne n'échappe à leur portée. Nous tous, enfants et personnes âgées, hommes et femmes, partisans et opposants du gouvernement, sommes victimes de cette attaque ignoble, contraire à l'ordre juridique qui régit les Nations Unies et aux principes fondamentaux et droits de l'homme.

Tout au long de notre histoire, aucun gouvernement vénézuélien n'a envoyé ses forces armées pour attaquer qui que ce soit, sauf pour libérer ses frères du premier colonialisme envahissant. Comme notre Libérateur l'a dit à l'agent diplomatique étatsunien Baptist Irvine : « Je ne permettrai pas que le gouvernement et les droits du Venezuela soient outragés ou méprisés. En les défendant contre l'Espagne, une grande partie de notre population a disparu, et le reste de la population est impatient de mériter le même sort. Il en va de même pour le Venezuela de lutter contre l'Espagne comme contre le monde entier, si tout le monde l'offense »….

Nous croyons au règlement pacifique des conflits. Nous n'avons jamais été, nous ne sommes pas, et nous ne serons jamais, une menace pour aucun peuple dans le monde, et nous n'avons pas l'intention de dominer ou d'exploiter quiconque. Au contraire, parmi nous vivent des millions de frères et sœurs venant de toutes les parties de l'Amérique et du monde qui représentent presque un quart de notre population.

Nous ne croyons pas que le peuple des États-Unis ait donné à son gouvernement le mandat d'attaquer et d'envahir d'autres pays. Ces gouvernements l'ont fait, et pourtant ils le font au nom d'un destin manifeste qui représente, comme l'a prédit Simón Bolívar, la véritable menace pour notre Amérique, qui, au cours des 150 dernières années, a été en proie à la dictature et à la misère au nom de la liberté.

C'est pourquoi, Monsieur Guterres, nous vous écrivons pour que, en votre qualité de Secrétaire général des Nations Unies, non seulement vous éleviez la voix face à une agression aussi injuste et vile, mais aussi pour exiger que le Venezuela soit protégé de ce crime inhabituel, car ce sont l'ordre international et les lois qui ont préservé l'humanité des conflits planétaires qui vont succomber. C'est pourquoi nous demandons, en tant que pays membre, que le système des Nations Unies exige la cessation de cette agression brutale contre le Venezuela et active les mécanismes existants pour la protection du peuple vénézuélien, et garantisse le plein droit de tous les habitants de notre pays au développement humain et à la pleine vie.

NOTE: Cette lettre au Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres. Les Vénézuéliens l'ont signée et ont récolté 13 000 000 de signatures.

Venesol 12 août 2019

Mexique-Etats-Unis : Des politiques visant à faire des migrants un danger

Par John Washington

Au milieu de tous les reportages nécessaires et plus que justifiés sur la politique de la présidence Trump de séparation les familles de migrant·e·s, sur les centres de détention et sur les raids destructeurs des services de l'immigration et des douanes (ICE), il est facile de ne pas voir que les forces de sécurité mexicaines ne traitent pas beaucoup mieux les migrant·e·s. En partie armés et formés par les Etats-Unis, la police et les services de l'immigration mexicains mènent une campagne d'intimidation et de violence contre les migrant·e·s, en toute impunité.

Pas plus tard que la semaine dernière, la police mexicaine a tué par balle un migrant hondurien devant sa fille de 8 ans dans l'Etat de Coahuila, au nord du Mexique. Les détails ne sont toujours pas clairs, mais l'homme a été abattu près d'un refuge pour migrants où il était hébergé avec sa fille. Et en juin, une femme de 19 ans a été tuée par balle après que le camion dans lequel elle se trouvait a traversé un poste de contrôle de la police mexicaine.

Les deux fusillades ont eu lieu après que l'administration Trump eut fait pression sur le Mexique pour qu'il réprime les migrants se dirigeant vers les Etats-Unis. Compte tenu du bilan des forces de sécurité mexicaines – la disparition de 43 étudiants à Ayotzinapa en 2014, l'exécution de 22 autres personnes la même année, l'arrestation récente de militants des droits des migrants, les milliers de migrants qui ont disparu pendant leur transit par le Mexique ces dernières années – il est difficile d'attendre autre chose que de la violence. Et il ne s'agit pas seulement des flics voyous ou des conséquences désastreuses et inévitables de la gestion policière de l'immigration. C'est pire que ça. La frontière a longtemps été un lieu de violence, mais sa cruauté s'étend bien au-delà des frontières. La violence aux frontières s'étend vers le sud, au Mexique et dans d'autres pays, et s'infiltre à l'intérieur des Etats-Unis; nous avons été témoins de la logique de la violence aux frontières lors de la tuerie de masse à El Paso le week-end dernier.

L'Etat mexicain a créé un appareil de sécurité qui viole régulièrement les droits humains de ses citoyens/citoyennes et des migrant·e·s de passage dans le pays. Depuis au moins dix ans, les Etats-Unis – qui depuis longtemps stimulent la répression violente au nom de la sécurité – ont joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la réponse du Mexique à l'égard des migrants. Comme l'explique Todd Miller dans son récent ouvrage Empire of Borders. The Expansion of the US Borders Around the World (Verso, 2019), le Department of Homeland Security (DHS) a exporté son modèle de militarisation des frontières dans le monde entier, contribuant à la formation des gardes-frontières, à la surveillance des frontières et au renforcement des divisions entre Etats. Les responsables du DHS ont collaboré avec les gouvernements des Philippines, de la République dominicaine, de l'Inde, de la Pologne, de la Turquie, du Vietnam, du Guatemala, d'Israël, de la Jordanie et, bien sûr, du Mexique.

Le «rétrécissement» de frontières n'est pas nouveau, mais il semble s'accélérer. Un exemple récent visant à repousser la frontière vers le sud remonte à 2014, lorsque l'administration Obama a fait pression sur le gouvernement mexicain et le président de l'époque, Enrique Peña Nieto, qui avait hérité d'une stratégie meurtrière de lutte contre le trafic de stupéfiants et en avait doublé la portée pour contrôler l'immigration. Les résultats ont été la brutalité, l'exploitation et la mort. Les autorités mexicaines de l'immigration et la police mexicaine – parfois en collaboration directe avec les cartels – ont pourchassé, volé et tué des migrants. En 2015, j'ai écrit au sujet d'un migrant



Des membres de la Garde nationale (Mexique) empêchent des migrants d'Amérique centrale de traverser le Rio Bravo, à Ciudada Juárez, dans l'Etat de Chihuahua

hondurien, Beylin Sarmiento, qui a été tué par la police fédérale mexicaine. Cette dernière a utilisé des migrants, couchés sur le toit de trains de marchandises, pour s'entraîner à tirer. Malgré les preuves vidéo de la fusillade, ses assassins n'ont jamais été inculpés.

Les mesures renforcées d'application de la loi par les autorités mexicaines comprennent également la détention des migrants dans des conditions tout à fait inhumaines, comme le fameux centre de détention Siglo XXI dans l'Etat du Chiapas – qui depuis des années entasse des migrants dans des cellules derrière de hauts murs. L'année dernière, les autorités mexicaines ont piégé des milliers de migrants en les enfermant dans une extension en plein air et insalubre du centre Siglo XXI, où les toilettes «débordent de souillures», selon une description récente. Les conditions étaient devenues si mauvaises que près de 100 migrants, menés par un groupe de demandeurs d'asile cubains, se sont évadés du centre de détention en mai. Cela faisait suite à une évasion massive similaire et beaucoup plus importante plus tôt dans l'année.

En essayant de se décharger de certaines de ses obligations de protection des réfugié·e·s et des demandeurs d'asile – ou même de respecter simplement leurs droits fondamentaux – l'administration Trump a de plus en plus insisté sur la nécessité d'une coopération régionale pour faire face aux migrations. Après avoir menacé d'imposer au Mexique des taxes à l'exportation qui auraient été dévastatrices cet été, l'administration Trump l'a forcé à promettre une nouvelle répression. Todd Miller a formulé ainsi cette situation: «Après un long processus qui remonte à plusieurs décennies, il semble que le Mexique ait finalement complètement succombé et qu'il ait été nommé l'agent le plus récent de la U.S. Border Patrol.»

De même, les Etats-Unis ont forcé le président sortant du Guatemala, Jimmy Morales, sous la menace de tarifs douaniers et d'interdictions de voyager, à signer un accord impliquant un statut de pays tiers sûr, lui imposant des exigences en matière de protection des réfugiés que le pays n'est pas du tout en mesure de satisfaire.

L'actuel président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, communément appelé AMLO, a pris ses fonctions en décembre dernier, promettant une stratégie de sécurité différente: «abrazos, pas de balazos» (accolades, pas de balles). Un espoir existait que le président de gauche Obrador, qui avait promis pendant sa campagne électorale que «les attitudes racistes ou le mauvais traitement des immigré·e·s ne seraient pas tolérés», pourrait mettre fin à la répression brutale de l'Etat contre l'immigration.

Mais six mois après le début de sa présidence, l'administration d'AMLO a réduit le budget de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés de 20% et semble suivre le même plan que ses prédécesseurs: nouveaux uniformes, nouvelle répression. La première mesure prise par AMLO a été de créer une entité, la Garde nationale, puis de transférer des membres de la police

suite à la page(16)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur JEAN ROBERT JEANTY, d'avec son épouse née JASMIDE JEUNE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y echet. Commet l'huissier CANAL Gabriel de ce siege pour la signification de ce jugement; compense les dépens .
Ainsi Jugé et prononcé par nous Gabriel Joseph ,juge en audience civile et publique du jeudi trente et un janvier deux mille dix neuf , en présence de Me JEAN ROLEX MOREVE, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège .
Il est ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près des tribunaux civils d'y tenir la main à tous les commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi de la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Ainsi signe :GODELIE JOSEPH ET MOZART TASSY.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défenseur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux SAMMUEL DENAUD, et la femme née Dieuléne FELIX pour injures graves et publiques aux tors de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destines le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JOHNNY JEAN pour la signification de ce jugement : compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, GUY AUGUSTIN, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi 17 Juillet 2019, en présence de Me. PAUL WESLEY, substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior SAUVENS THELEMAQUE. Greffier du siège. Il est ordonnée à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à l'exécution ; aux officiers du ministère public près les tribunaux de première instance d'y tenir la main ; à tous les commandants et autres officiers de la forces publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute le présent est signe du juge et du greffier.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, sur les conclusions conforme du ministère public, accueille l'action du requérant pour être juste et fondée ; dit et déclare qu'il est propriétaire incommutable et exclusif de la propriété formée de trois emplacements désignés respectivement des numéros soixante sept , soixante huit et soixante neuf, mesure soixante quatorze mètres soixante dix de façade au cote Nord et l'opposée au cote Sud, soixante six mètres vers sept sur une profondeur de trente six mètres, cinquante huit au coté Ouest et à l'opposé l'Est par une route et à l'Ouest par les soixante dix et soixante six. Ce suivant plan et procès verbal d'arpentage de Gérard Benoit, en date du 30 Octobre 1960 et un, enregistré et transcrit, sise à Delmas, Saint-Martin, dépendant de l'habitation Musseau ; Ordonne le déguerpissement de la dame Diamante Gustave et le sieur Alix compas des lieux occupés illégalement par eux ; Ordonne également la démolition de tous les murs et les autres constructions des abris provisoires, les clôtures et les autres constructions anarchiques érigées sur la propriété privée du requérant ; condamne les dits assignes à 25000 gourdes de dommages intérêts pour les tors et préjudices causées au requérant ; accorder l'exécution provisoire sans caution sur le chef de déguerpissement des lieu ; les condamner également aux frais et dépens ; commet l'huissier Valbrun Huguens de ce tribunal pour la signification de ce jugement.
RENDU DE NOUS, Oswald JOSEPH, juge au tribunal de première instance de Port-au-Prince, en ses attributions civiles et en audience civile et publique en date du Lundi 23 Juin 2016, en présence de Me Elysée JEAN LOUIS , substitut du commissaire de gouvernement avec l'assistance du greffier Elysée CADET .
IL EST ORDONNE ETC……
EN FOI DE QUOI………..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyée par la défenderesse a l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Victama JEAN SIMON, d'avec son épouse née Zulma PHANOR pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinée; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera insérée dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet.
Commet d'huissier Jhonny JEAN pour la signification de jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi vingt-sept février deux mille dix-neuf en présence de Me. Paul Wesley, Substitut du Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère Public près des Tribunaux de Première Instance d'y tenir la main ; à tous les commandants et autres officiers de la force Publique, d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute de ce jugement est signée du Juge et du greffier.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibère au vœu de la loi et sur les conclusions conforme au Ministère Public, accueille l'action de la demanderesse, la dame née Gauretys Ambroise ROSEMOND, en la forme; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du jeudi dix-neuf janvier deux mille dix sept contre le sieur WILKENS BENOIT, admet en conséquence le divorce de la dame Gauretys Ambroise ROSEMOND d'avec son epoux WILKENS BENOIT, pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusif de l'époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Port-au-Prince Section du Sud, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peines de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Jean Marc AUGUSTIN de ce siège pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, MARLEINE BERNARD DELVA, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt six janvier deux mille dix sept en présence de Me. ROGER SIMPLICE, Substitut Commissaire du gouvernement et avec l'assistance de Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné à tous les huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du ministère Public près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous les commandants.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant au vœu de la loi, oui le ministère publique; Déclare l'action recevable.
Vu les dispositions de l'article 287 du code de procédure civile, octroie défaut contre les assignes défaillants Claudy Francillon et Yolaine Janvier
N'ayant pas comparu ni personne pour eux en dépit de l'assignation en date du 25 octobre 2018 et de la sommation d'audience du 16 janvier 2019. Pour le profit dudit défaut, constate la qualité de la propriétaire de madame Marie Nadège ASSAD quant à la propriétaire sise sur l'habitation Luly, troisième section rurale des vases, commune de l'Arcahaie d'une superficie de sept mille huit cent douze mètres carres soit soixante centièmes cinquante et dix millièmes de carreau de terre, bornée au nord par une route de pénétration, au sud par la mer, à l'est par le reste du terrain et à l' ouest par Reginald Boulos ; Rétracte le jugement par défaut en date du 30 Aout 2016 relative à la propriété sus-décrite ;
Dit que ledit jugement par défaut ne peut être exécute contre madame Marie Nadège ASSAD ; Condamne les assignes aux dépens ; Commet l'huissier Jean Garry Joseph pour la signification du présent jugement.
Rendu de nous etc…………
En foi de quoi etc………..
Pierre Oussel Beauport, greffier

Suite de la page (7)

Il (le peuple) s'inscrit dans un processus d'autodestruction et de victimisation. Le bouleversement politique de cette dernière décennie en témoigne grandement. Pas un seul bourreau notoire n'a été épinglé. Les dilapidateurs du trésor public ainsi que leur famille, leur clan sont tranquillement dans les rues. Ils vont partout et continuent de faire la loi.

En fait, si la sonnette d'alarme de la débâcle de cette nation est sonnée depuis 1986 personne ne s'attendait à ce que plus de trente ans après la ''bamboche démocratique'' à la Namphy émergerait ce régime d'imposture avec ses lots de bouffons et de pantins. Au lendemain de l'annonce du couronnement de ces médiocres au pouvoir, certains ont déjà renié la patrie qu'ils aimaient tant. Ils refusent, par leur présence et leur impuissance devant cet orage dévastateur de se faire complice de ce crime sociétal. Ils ne veulent pas croire en ce choix délibéré d'une nation qui, autrefois génératrice de valeurs socialement fortes, s'enfoncent dans l'abaissement et dans l'obscurantisme. Jamais un tel choix ne saurait être guidé par le bon sens et la lucidité. Malheureusement, le peuple, dans sa quête furieuse du changement se livre aux arnaqueurs politiques grâce à la complicité d'une frange de l'élite intellectuelle.

Il est clair que toute personne lucide ne souhaite que le pays continue sur cette voie indécente génératrice d'injustice politique et sociale. Le temps est venu pour que l'on expérimente une nouvelle approche politique et sociale. Il n'y a aucune raison de continuer dans cette voie d'échec. Il faut prendre un chemin différent. Le tisimonisme, le banditisme légal, le bananisme se sont révélés inefficaces et contre-productifs. Ils sont tous l'expression d'une politique de la déchéance nationale. Le détour maintenant s'impose. Et cela doit passer par la cristallisation de cette formule qui suit : l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. En ce faisant, on ne réinventera pas la roue. Les grandes nations s'inspirent de cette formule. Les pays qui ont atteint déjà un niveau de développement sont passés par là. Pour y arriver, les élites intellectuelles doivent renouer avec leur vocation d'éveil de la conscience populaire. Donc, il est question ou bien de changer de système politique ou bien de changer d'hommes. On devra choisir.

Sylvens Alfred

Suite de la page (9)

timeline of events leading up to and following the Nov. 13 massacre.

- **On Oct. 13, 2017**, a government delegation including Haitian First Lady Martine Moïse and then Minister of the Interior Roudolphe Saint Albin went to Lasalin and met with Herve Bonnet Barthelemy, known as "Bout Jan Jan", and other community leaders. Among other matters discussed, the government delegation asked these leaders not to allow anti-government, opposition demonstrations within and through Lasalin, as well as in Saint Jean Bosco, an area in front of the nearby Tokyo neighborhood, close to an intersection frequently used for protests.[8]
- **On Oct. 15, 2018**, representatives of the political opposition held a press conferencing Lasalin, supporting the Petro Caribe movement and demanding the end of the government of Jovenel Moïse.[9]
- **On Oct. 17, 2018**, a national holiday commemorating the death of Haitian revolutionary leader Jean Jacques Dessalines, people in Lasalin refused to welcome President Jovenel Moïse who came to the neighborhood in order to lay the traditional wreath at a monument for Dessalines.

Instead, Moïse's presence was protested vigorously by the community. Police responded with gun fire. Moreover, there was a massive Petro Caribe protest that occurred within and passed through Lasalin that day.[10]

- **According to Lasalin residents**, First Lady Martine Moïse visited Lasalin in October, 2018 days before the killings started in November. She reportedly tried bribing the community with offers of money. Her attempt to secure their loyalty was unsuccessful.
- **On Nov. 1, 2018**, a holiday known as "All Saints Day", Serge Alectis aka "Ti Junior," leader of Chabon—a paramilitary force working with the government—led an attack on Bout Jan Jan and Julio Pyram, aka "Kiki" in Lasalin, killing Kiki along with four others, and wounding Bout Jan Jan.[11] Police subsequently arrested Bout Jan Jan in the hospital despite community opposition and he remains imprisoned to this day. According to community members who met with us, Chabon was the only group in the larger area that had wanted former President Michel Martelly (who had picked Jovenel Moïse to be his successor) to come to the neighborhood to perform during the past Mardi Gras festivities.
- **On Nov. 13, 2018**, Ti Junior and his group Chabon returned to Lasalin—heavily armed—and carried out the massacre. They were accompanied by other government-backed paramilitary elements, including the police officer Jimmy Cherizier, alias "Barbecue," police officer Gregory Antoine, alias "Ti Greg," and other police officers. The perpetrators used several vehicles, including an armored truck given to them by the Brigade of Operation and of Departmental Intervention (BOID), and several public transport vans. The residents reported that several police units, including one from BOID and Departmental Unit to Maintain Order (UDMO), involving officer Gustave Jouspite, were heavily involved in supporting Chabon, including providing them with munitions. The massacre, which started on Nov. 13, continued intermittently for the following several days.[12] On June 21, the UN finally issued a report on the massacre that implicated Pierre Duplan as a coordinator, just as Lasalin eyewitness survivors had been doing since November. According to the UN report, Duplan reportedly admitted to direct communication with perpetrators of the massacre on the ground in Lasalin.[13]

Lasalin residents and Haitian journalists with Radio Timoun reported that there were as many as eight attacks by government-backed paramilitary forces on the people of Lasalin between the Nov. 13 massacre and our arrival in Lasalin. In an interview with a Radio Timoun journalist who has reported consistently from Lasalin, we were told that over the last week in March one paramilitary attack burned down a popular market and killed 13 people. While in Lasalin, this reporter saw the remains of people who had tires put around their necks and were then burned to death.[14]

The Police and Right Wing Activists Boast of Their Roles in the Massacre

Former Police leader Jimmy Cherizier (Barbecue) publicly stated that he had a number of police officers in his group block escape routes from Lasalin during the November operation. This statement corroborates the testimony given by survivors in Lasalin accusing him and other police officers of participating in the massacre. Cherizier has denied support from the government for his organization, correctly identified as a death squad by survivors. Yet, this denial is to be expected given Barbecue's high profile status as a member of the PHTK and as someone who remains uncharged and at large. Significantly, Barbecue does publicly thank Reginald Boulos—widely regarded by the Haitian public as a right-wing oligarch—for his financial support. Boulos had been integral in financing the2004 coup against the democratically elected and popular President Jean-Bertrand Aristide. During a radio interview, Boulos admitted that he was financially supporting paramilitary elements, claiming that they were providing social programs when the state was absent.[15]

Counting the Victims

Due to the fact that so many bodies were take-away and so many people displaced, it has been difficult to get an accurate number of those killed, injured and/or sexually assaulted The ages of those attacked on Nov. 13 and the days following, ranged from 10 months to 72 years. One Haitian human rights organization, RNDDH (Réseau National de Défense des Droits Humains), did interview many residents, and was able to identify 71 murdered. However, residents and local human rights defenders maintain that this number is deplorably low, based only on the number of bodies actually left on the ground and not taking into account either those buried or taken away.[16] The RNDDH report lists the names of the victims and describes in detail how each victim was killed, some being hacked to death with machetes with their body parts fed to pigs, some being burned alive, others being riddled with bullets.[17] The methodology employed by the RNDDH to reach these findings involved, among other steps, interviewing 439 community members of Lasalin including victims and victims' relatives. The Dec. 1, 2018 report concludes with a decisive classification of the Nov. 1 killings as a "state massacre" and categorically states that the killings could not have occurred without the current government's support—on all levels—for the perpetrators.

French journalist Amélie Baron, reporting for Agence France-Presse from Haiti, initially placentae number at 283 in an article that no longer seems to be available online.

Journalists and human rights workers who visited the scene shortly after the massacre told us: "We will never know how many were killed": many bodies were not identified, their surviving family members having been forced to leave the area. Other bodies and remains were soon disposed of; religious leaders claimed some, while many others, including those burned beyond recognition, were simply taken away by garbage trucks and dumped somewhere. Many people were also brought to hospitals: it's estimated that hundreds were wounded in the attacks. Then there are those who were simply jailed, no records being taken. None of these additional numbers are accounted for in any issued reports. Since the Petro Caribe protests which began in the summer of 2018, hundreds have randomly been thrown in jail, without charges, never having seen a judge.

Women were assaulted and raped—some left pregnant. One 14-year old girl raped by Ti Junior actually went to radio stations to report the crime, but could not get help. Due to the continuing stigma surrounding rape and because many were forced to flee, the true numbers of those sexually assaulted is not known.

(To be continued)

Endnotes

1. RNDDH, The Events in La Saline: from Power Struggle between Armed Gangs to State-Sanctioned Massacre, December 1, 2018, p.13. Lasalin residents also told our delegation that Duplan was involved in coordinating the massacre.
2. https://minujusth.unmissions.org/en/minujusth-and-ohchr-release-report-…, full report in French: https://minujusth.unmissions.org/sites/default/files/minujusth_hcdh_rap…
3. "Dozens brutally killed, raped in Haiti massacre, police say. 'Even young children were not spared'", Jacqueline Charles, Miami Herald, May 15, 2019, updated May 17, 2019, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/arti….
4. Athena Kolbe and Royce Hutson, "UN Peacekeepers in Haiti," The Lancet vol.368/ issue 9538 (September 2, 2006). 8000 people were killed within a one and half year period after the 2004 coup.
5. For coverage on "Sojourner Truth", see https://soundcloud.com/sojournertruthradio/sojourner-truth-radio-april-5. For coverage on the "Real News Network," see https://www.youtube.com/watch?v=k-6kQH-_IrAg&amp=&t=529s and https://www.youtube.com/watch?v=Vz64mWYpO9Q
6. Margaret Prescod, "Human Rights Delegation Condemns Political Massacres Tied to Haiti's Government," Press Release, May 8, 2019.
7. Representative Maxine Waters, "Congresswoman Waters Leads Delegation to Haiti; Finds Both Inspiration and Evidence of Violence", Press Release, May 13, 2019.
8. RNDDH, The Events in La Saline: from Power Struggle between Armed Gangs to State-Sanctioned Massacre, December 1, 2018, p.5.
9. Ibid, pp.5-6.
10. Le Nouvelliste, "La Police Tire a Hauteur D'Homme au Pont-Rouge" (October 17, 2018). Also, see Le Nouvelliste's video coverage https://youtu.be/UX-ac8kDFzM. For additional video evidence of police shooting at demonstrators on demonstrators, see Kodinasyon Depatmantal Lwes Fanmi Lavalas https://www.facebook.com/1421526351403611/videos/2276771565875806/
11. RNDDH, The Events in La Saline: from Power Struggle between Armed Gangs to State-Sanctioned Massacre, December 1, 2018, p.6.
12. Ibid, p. 7
13. https://minujusth.unmissions.org/en/minujusth-and-ohchr-releasereport-v…, full report in French: https://minujusth.unmissions.org/sites/default/files/minujusth_hcdh_rap…
14. Interview with Radio Timoun staff, April 1-2, 2019
15. The interview with Barbecue was published on Youtube on December 27, 2018 under the title "Massacre 'La Saline' Jimmy Cherizier (Barbecue) Les Bandits 'Legal' dans la police Haïtienne." The interview was conducted by Bob C, a Haitian radio host and well-known PHTK supporter. https://www.youtube.com/watch?v=BILs2IflG-A The interview with Reginald Boulos was conducted by a reporter with Radio Sans Fin, a progressive media outlet, on April 25, 2018. One journalist, Rospide Petion, with this radio station was subsequently assassinated on June 10, 2019. Translations provided upon request.
16. RNDDH, Massacre d'Etat à La Saline: Révision à la hausse du bilan des personnes tuées et violées le 13 novembre 2018, (December 20, 2018).
17. RNDDH, The Events in Lasaline: from Power Struggle between Armed Gangs to State Sanctioned Massacre, p.8.

La lutte révolutionnaire contre la droite et le fascisme est notre engagement

Déclaration du 23ème Séminaire international «Problèmes de la révolution en Amérique latine» (SIPRAL) Ville de Quito, Équateur, le 26 juillet 2019

Les conflits aigus qui se développent sur la scène internationale sont l'expression de la crise aiguë qui ébranle le système capitaliste impérialiste et de l'accentuation des contradictions fondamentales de notre époque : entre le capital et le travail; entre, d'une part, les nations et les peuples opprimés et, d'autre part, l'impérialisme; et entre les puissances impérialistes, elles-mêmes.

Cette dynamique explique le développement de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, la participation et l'alignement de l'Union européenne, de la Russie et des autres puissances du côté de l'une ou de l'autre des deux bandes impérialistes rivales, ainsi que les tensions sur la scène internationale, qui menacent de conduire à une escalade de nouveaux et d'anciens conflits de guerre, dans le cadre de l'intensification des conflits entre les puissances impérialistes pour le contrôle des zones d'influence, des marchés, des sources de matières premières et des ressources naturelles.

En Amérique latine, les soi-disant "gouvernements progressistes", apparus au début du XXIème siècle, qui cherchaient notamment à renégocier leur situation de dépendance par rapport à l'impérialisme étasunien, pour faciliter, sans rompre avec lui, une plus grande pénétration des impérialismes chinois et russe, ont connu le déclin, qui a coïncidé avec la montée au pouvoir des États-Unis du gouvernement de droite et fasciste de Donald Trump, qui, en adoptant le mot d'ordre de «Les États-Unis en premier», a essayé de consolider la domination de la première superpuissance mondiale et de reprendre le contrôle de son "arrière-cour".

Pour atteindre ses objectifs, Trump a choisi d'exalter le nationalisme réactionnaire des Étasuniens en désignant, comme principaux ennemis, les émigrants, principalement les Latino-américains. À son projet de prolonger le mur, il a ajouté les croisades contre les migrants sans-papiers, en rééditant les détentions arbitraires d'enfants (séparés de leurs parents) et d'adultes, dans des conditions similaires à celles des régimes fascistes du passé. Cette politique anti-migratoire rétrograde a été imposée, au moyen de pressions, de chantage et de coïncidences, aux gouvernements du Mexique et de pays de l'Amérique centrale avec leur accord complice.

Simultanément, Trump a déclenché une intense offensive visant à installer au pouvoir des gouvernements dociles et complices dans la région. La création, en août 2017, du soi-disant "Groupe de Lima" pour appuyer un complot des forces réactionnaires au Venezuela, en fait partie.

D'autre part, le déclin et l'échec des gouvernements dits "progressistes", sont utilisés par les forces les plus rétrogrades, qui essaient de les associer à un prétendu échec du socialisme, alors qu'en réalité il s'agit de l'échec du capitalisme lui-même, qui s'est autoproclamé "socialisme du XXIe siècle".

Le mécontentement des travailleurs, des jeunes, des femmes et, en général, des masses appauvries est dû à la gestion des gouvernements dits "alternatifs", qui agissent de façon totalement contraire aux intérêts des masses, sont inefficaces, sont impliqués dans des scandales de corruption répétés, intensifient les actions répressives et criminalisent la lutte sociale, entre autres. Ces faits sont exploités par l'impérialisme et par ses hommes de main des gouvernements de droite d'Amérique latine et des Caraïbes afin de justifier l'imposition de programmes d'ajustements néolibéraux agressifs liés au Fonds monétaire international, pour influencer la conscience des masses avec les idées les plus arriérées, pour affirmer des propositions profascistes, xénophobes, nationalistes et anticommunistes. Cette plate-forme a permis à Jair Bolsonaro d'arriver au pouvoir au Brésil et encourage les dirigeants et les organisations semblables d'autres pays à suivre la même voie.

Les gouvernements Bolsonaro au Brésil et Duque en Colombie intensifient leurs actions répressives, criminalisent la lutte sociale, persécutent, emprisonnent et assassinent des dirigeants, des cadres et des militants sociaux pour essayer de contenir l'opposition et les luttes populaires.

Cette offensive de la lutte du capital contre le travail comprend des méthodes telles que la flexibilisation des conditions de travail, la destruction des droits des travailleurs et des syndicats, l'imposition de réformes réactionnaires visant à détruire les acquis en matière de la sécurité sociale, à intensifier l'exploitation des travailleurs dont les buts coïncident pour assurer l'accumulation capitaliste la plus grande possible.

Le criminel blocus économique mené par l'impérialisme contre Cuba et le Venezuela fait également partie de cette offensive réactionnaire.

Les faits ont montré qu'en faisant l'analyse fondamentale de la lutte pour réaliser les aspirations matérielles et spirituelles légitimes des travailleurs et des peuples, il ne faut pas se limiter à décrire et à interpréter les aspects de la bourgeoisie au pouvoir, il faut également tenir compte des variantes sociales-démocrates, "progressistes", de droite néolibérales pour que nous soyons capables de définir les tactiques à adopter dans la lutte d'opposition, de résistance et de combat contre les politiques de la bourgeoisie, et il ne faut pas, pour autant, susciter le faux espoir que le changement, la transformation sociale et le socialisme pourront se produire grâce à une faction quelconque de la bourgeoisie.

Ainsi, nous, déléguées/és du 23ème SIPRAL, sommes d'accord qu'actuellement, en combinant ces analyses fondamentales à la réalité spécifique de chaque pays, c'est aux communistes, aux révolutionnaires, aux militantes/ants de gauche, aux syndicalistes qui mènent la lutte de classe, aux dirigeantes/eants, aux cadres, aux militantes/ants sociales/aux et à toutes les personnes démocratiques, qu'il revient de faire face à l'offensive réactionnaire de l'impérialisme et des factions bourgeoises de droite et fascistes.

Le SIPRAL rend hommage aux luttes courageuses et croissantes des travailleurs, des jeunes, des paysans, des peuples autochtones, des femmes et des peuples noirs contre les politiques néolibérales et les mesures prises par les gouvernements bourgeois de la région. Il souligne l'importance et le rayonnement de la grève générale du 29 mai en Argentine, de la mobilisation de millions de femmes pour instaurer le droit à l'avortement, mettre fin aux féminicides et à toutes les formes de violence sexiste, des nombreuses luttes de résistance et de combat des travailleuses/eurs et des jeunes du Brésil contre le gouvernement Bolsonaro, les actions des étudiantes/ants, des travailleuses/eurs et des paysannes/ans de la Colombie et du Nicaragua, les luttes des enseignantes/ants du Chili, du Mexique et de la Bolivie, les luttes populaires grandissantes du Pérou et de la

suite à la page(17)

Suite de la page (14)

fédérale, ainsi que de l'armée et de la police maritime, dans la nouvelle unité fédérale. Cette dernière combine des tactiques militaires et policières dans le but d'améliorer la sécurité intérieure. En 2014, Peña Nieto a également formé une gendarmerie, avec des recrues formées et contrôlées par des chefs militaires et de la «sécurité» expérimentés. La stratégie ne s'est jamais bien déroulée. Falko Ernst, analyste au sein de l'organisme de recherche Crisis Group, considère que les efforts actuels se limitent à présenter «un autre acteur violent dans un contexte déjà violent».

Ce mois-ci, une photo déchirante d'un membre de la Garde nationale mexicaine empêchant une femme en pleurs et son jeune fils d'approcher de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique a été largement divulguée. Des membres de la Garde nationale auraient tenté d'entrer dans un refuge pour migrants à Agua Prieta (Etat de Sonora, proche de la frontière avec les Etats-Unis). Un administrateur m'a dit qu'il y a eu de nombreux autres témoignages de membres de la Garde qui ont arrêté et interrogé des migrant·e·s, des actions qui n'étaient pas de leur ressort. L'avocate de l'immigration Christina Brown a récemment fait la description de trois membres d'une famille, dont un enfant de 12 ans, qui ont été enlevés dans le nord du Mexique, en juillet, par des hommes portant des uniformes de la police fédérale et conduisant un véhicule de la police fédérale –, probablement des policiers fédéraux. La famille a été emmenée dans une maison «sécurisée» où ils ont vu des personnes avec des sacs en plastique sur la tête et être torturés.

Tout cela rend des plus dangereux le programme de l'administration de Trump, le programme «Remain in Mexico». Le Protocole sur la protection des migrants (MPP), comme on l'appelle officiellement, permet au gouvernement d'accueillir les personnes qui demandent l'asile aux Etats-Unis et de les renvoyer au Mexique au fur et à mesure que leur cas passe devant les tribunaux américains. Des migrants qui attendent, dans le cadre du MPP, ont été volés, enlevés, violés et laissés pour dormir dans la rue. Au-delà du PPM, l'administration a déployé un système de comptage aux points d'entrée, ralentissant délibérément le nombre de demandeurs d'asile qui peuvent, chaque jour, demander une protection, repoussant ainsi la grande majorité d'entre eux au Mexique pour attendre n'importe où durant quelques jours ou quelques mois. L'homme et sa fille qui se sont tragiquement noyés dans le Rio Grande en juin dernier avaient été enregistrés par ce système et refoulés à un point de passage (officiel).

Jeremy Slack – auteur du récent livre Deported to Death. How Drug Violence Is Changing Migration on the Mexico Border (University of California, 2019) – relie la rhétorique raciste anti-immigrés de la Maison Blanche (entre autres) à la récente fusillade à El Paso. La rhétorique de Trump, m'a dit Slack, jette aussi les bases de la «violence draconienne sanctionnée par l'Etat» propre au MPP et au système de comptage. «La logique est telle que la violence contre les migrant·e·s est à la fois politiquement populaire et moralement correcte, à commencer par les Etats-Unis, mais cela s'étend rapidement au Mexique», a-t-il expliqué.

Ces politiques – qu'il s'agisse de retarder ou de refuser la protection ou d'externaliser l'application des lois sur l'immigration pour compromettre les forces de sécurité étrangères – visent à faire des migrants un danger.

John Washington étudie les politiques en matière d'immigration et de «gestion des frontières». Verso publiera, début 2020, son ouvrage sur la «politique d'asile des Etats-Unis».

The Nation 8 août 2019
Traduction rédaction A l'Encontre 11 août 2019

Suite de la page (8)

l'Amérique du Sud, soulignons le drame des rapatriés haïtiens en provenance de la République Dominicaine, du Mexique, du Chili, des États-Unis. Le rapatriement est un *prélude triste* à un autre visage du déracinement haïtien actuel: les *migrations de retour*.

En fait, dès le processus de rapatriement, ces migrants sont soumis à des conditions difficiles. Par exemple, des 52 510 cas de rapatriement d'Haïtiens effectué par la République Dominicaine seulement pour le premier semestre de 2019, le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (Garr) a dénoncé ces violations de droits humains : « *Les enfants reçoivent les mêmes traitements que les adultes, à savoir bastonnades, violences, mauvaises conditions de détention, dépossessions. Les constats sont les mêmes, les femmes, quoiqu'en quantité réduite par rapport aux hommes, subissent les mêmes épreuves et sont plus à risque d'être harcelées ou violées* ».(8)

Le processus de rapatriement de migrants haïtiens est souvent entaché d'abus et de violences commises par les autorités migratoires sur les groupes les plus vulnérables, dont les enfants et les femmes. Et parfois sur fond de racisme et/ou d'antihaitianisme. Mais, leur calvaire continuera en Haïti.

À leur arrivée au pays, ces rapatriés forcés ou « volontaires » seront victimes de l'indifférence de toute une société et d'un État irresponsable. C'est le début d'une nouvelle migration -*de retour* ou *à rebours*-, où le rapatrié se sent *étranger sur sa propre terre* et éprouve de sérieuses difficultés à s'y réintégrer. C'est un nouveau cycle d'apprentissage dans un monde familier devenu étrange, voire inconnu. Il se convertit paradoxalement en *étranger natif natal*, en *citoyen décitoyennisé*, en *déraciné sur sa propre terre*.

Réémigrations

Faute d'encadrement, d'accompagnement et d'assistance, bon nombre de rapatriés haïtiens cherchent à ré-émigrer, en repartant vers des cieux moins incléments. Soit en voguant sur la mer dans des embarcations de fortune (les *boat-people*). Soit en passant la frontière *anba fil* chez le voisin. Soit en (re)faisant le périple vers le Chili ou le Brésil, pour tenter de se rendre par la suite à destination des États-Unis d'Amérique. Voyager par mer, sur terre, en avion, à pied, à dos d'âne… : l'essentiel, c'est de fuir.

Par ailleurs, les trafiquants illégaux de migrants sont toujours là et organisent de multiples voyages clandestins ; leur industrie est plus que jamais florissante. L'aventure migratoire irrégulière est donc à la portée de tous ceux et celles qui peuvent se la payer. Et la boucle sera facilement bouclée. *Émigration, rapatriement ou refoulement*, *migration de retour, réémigration*: l'un des cercles vicieux du déracinement haïtien actuel!

Les exilés sur leur propre terre Quelle alternative face à ce cercle vicieux ?, est-on en droit de se demander.

« Dans nombre de pays latino-américain, celui qui n'a pas émigré vit en exil sur sa propre terre », a écrit l'Uruguayen Eduardo Galeano dans son chef d'œuvre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (9) (p.389) qu'il a terminé en exil mais en Espagne (pas sur sa propre terre).

Les *exilés sur leur propre terre*, ce ne sont pas ces « déplacés internes » dont parle le Hcr, c'est-à-dire « des personnes contraintes de fuir à l'intérieur de leur propre pays, notamment en raison de conflits, de violences, de violations des droits humains ou de catastrophes ». Ces *exilés*, dont des Haïtiennes et Haïtiens vivant en Haïti, sont forcés de fuir leur pays ou à l'intérieur de leur pays, mais ils ne le fuient pas. Ils résistent en luttant dans *leur lieu de résidence habituelle* pour y rester. C'est paradoxalement *un exil contre l'exil* : ces *exilés* sont systématiquement exclus et menacés par des dirigeants politiques corrompus, autoritaires et ignorants. Ils vivent *dans* leur pays comme s'ils étaient « *en dehors* » : on les fout *dehors*, mais ils persistent en y restant *dedans*.

Ces *exilés sur leur propre terre* résistent à toute zombification puisqu' « on oblige le zombie à manger sans sel : le sel, un danger, pourrait le réveiller » (Eduardo Galeano, *Les veines*… op. cit., p.390). Le sel du réveil ! Le sel de la résistance ! Le sel de la lutte politique éclairée! Le sel de « l'union [qui] fait la force ». Ces *exilés sur leur propre terre* sont, par antonomase, *le sel d'Haïti*. En fait, les nombreuses actions publiques et politiques, réalisées par les citoyennes et citoyens haïtiens un peu partout à travers le monde -pour demander des comptes aux dirigeants corrompus, la réalisation d'un procès et la démission d'un président éclaboussé- dans le cadre de l'affaire *PetroCaribe,* montrent de façon éloquente qu'il est encore possible non seulement d'opposer résistance à ceux et celles qui détruisent Haïti et exilent ses fils et filles à l'étranger et sur leur propre terre, mais aussi de créer ensemble un projet d'avenir commun.

Un déracinement de plus en plus complexe

« […] dans l'histoire des hommes, chaque acte de destruction trouve tôt ou tard sa réponse dans un acte créatif », conclut Eduardo Galeano dans son texte susmentionné (*Les veines*… op. cit., p.390). Jusqu'à quand serons-nous en mesure de donner ensemble, toutes les Haïtiennes et Haïtiens, une réponse créative à cette histoire de destruction, de dépendance, de pillage et de dépossession de notre pays, en vue de mettre fin au drame du déracinement de nos frères et sœurs ?

Ce sera une belle page d'histoire ou, mieux encore, de contre-histoire : une utopie collective qui deviendra réalité. Un contre-récit merveilleux qui combattra des récits macabres, comme celui de Maxène André, dont l'utopie est devenue une dystopie dans un contexte de plus en plus complexe du déracinement haïtien actuel.

Un déracinement qui s'étend de plus en plus à travers tout le continent américain et aussi sur notre propre terre en Haïti. Un déracinement qui présente continuellement de nouveaux visages. Et dont la démographie ne cesse de croitre et se diversifier, tout en arpentant de nouvelles géographies -les unes plus périlleuses, inaccessibles et inhospitalières que d'autres- et surtout en s'exposant à des politiques migratoires hostiles et inhumaines. Enfin, un déracinement devant lequel nous ne pouvons rester les bras croisés.

Notes

Lire l'article sur ce lien actif: https://enelcamino.piedepagina.mx/acusan-racismo-en-muerte-de-migrante-haitiano/?fbclid=IwAR17JOSwY-ipwVwLBmaBREUa6LbjNISBTtwW-7MI6zdEYAvG8gkoG87PYcpGM#.XU1fivs-Uww.facebook

UNHCR, *Global trends. Forced Displacement in 2018*. Geneva, 2019. Lien actif: https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf

Lire le texte de cette Convention sur ce lien actif: https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/StatusOfRefugees.aspx

Adela Cortina, *Aporofobia: el rechazo al pobre.* Barcelona, Paidós, 2017

Anthony Catanese, *Haitians: Migration and Diaspora.* Boulevard Oxford, Westview Press, 1999

6) Giorgio Agamben, *État d'exception*. Seuil, Paris, 2003

7) UNHCR, "*Pour le Hcr, il est urgent de stabiliser la situation de la 'caravane'* ». 23 octobre 2018. (Lien actif : https://www.unhcr.org/fr-fr/news/briefing/2018/10/5bcedca4a/hcr-urgent-stabiliser-situation-caravane.html

8) GARR, *Bilan semestriel de l'année 2019*. 11 juillet 2019. Lien actif : http://www.garr-haiti.org/index.php/nouvelles/actualite/haiti-rd-relations-fr/item/1736-rapatriements-à-la-frontière-bilan-semestriel-de-l'année-2019-avec-un-pic-pour-le-mois-de-juin

9) Texte original: *Las venas abiertas de América Latina* (Siglo Veintiuno de España Editores, S.A., Madrid, 1971). Dans cet article nous utilisons la traduction française *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (Librairie Plon, Paris, 1981. Traduit de l'espagnol par Claude Couffon).

*Professeur et chercheur à l'Institut des Études Sociales et Culturelles PENSAR de Pontificia Universidad Javeriana (Bogotá).

Leipzig (Allemagne), 12 août 2019

Le Pentagone teste des ballons de surveillance de masse dans six États



Le Pentagone

Par Justyne Stengel

L'armée américaine effectue des tests de surveillance de masse dans six États du Midwest à l'aide de ballons expérimentaux à haute altitude, selon des documents déposés à la Federal Communications Commission (FCC).

Neuf caméras enregistrent simultanément des images panoramiques à l'échelle d'une ville entière © Dan Sedran

Big brother is watching you ! Six états américains du Midwest sont sous « surveillance militaire » depuis mi-juillet, rapporte The Guardian. Au total, 25 ballons autonomes propulsés à l'énergie solaire survolent le Dakota du Sud, le Minnesota, l'Iowa, le Wisconsin, le Missouri et l'Illinois. Ils se déplacent dans la stratosphère à près de 20 km d'altitude et, dotés d'un système de radar à la pointe de la technologie, peuvent suivre simultanément plusieurs véhicules, quelles que soient l'heure ou les conditions météorologiques.

Ils sont destinés à « fournir un système de surveillance permanent pour localiser et dissuader le trafic de stupéfiants et les menaces à la sécurité intérieure », selon les documents déposés sur la plateforme de la FCC (l'agence chargée de réguler les télécommunications), par la Sierra Nevada Corporation. Cette entreprise, spécialisée dans la conversion d'aéronefs pour l'armée ou l'industrie aérospatiale, est chapeautée par la Southcom, une division du ministère de la Défense. La FCC leur a accordé une licence pour que les tests se poursuivent jusqu'en septembre.

Souriez, vous êtes filmés !

L'armée américaine a sorti l'artillerie lourde en terme de technologie dernier cri pour mener à bien ses expérimentations. Les ballons sont munis d'un système de réseau maillé avancé qui leur permet de communiquer entre eux, de partager des données et de les transmettre à des récepteurs situés sur terre. Les ingénieurs les ont dotées de neuf caméras haute définition, capables d'enregistrer simultanément des images panoramiques à l'échelle d'une ville entière.

« Les villes américaines ne devraient pas être soumises à une surveillance aussi étendue, où chaque véhicule peut être suivi », déplore auprès du Guardian Jay Stanley, analyste politique à l'American Civil Liberties Union. « Ils collectent énormément de données personnelles sur les Américains : ils peuvent savoir qui se rend au siège d'un syndicat, à l'église, à la mosquée, à une clinique spécialisée pour traiter Alzheimer… Nous ne devrions pas leur laisser la possibilité d'utiliser ce système aux États-Unis. »

Ni la Sierra Nevada, ni la Southcom n'ont répondu aux sollicitations des journalistes. Ryan Hartman, le PDG de la société concurrente World-view, qui a effectué des tests similaires, affirme au Guardian qu'il « existe des lois pour protéger la vie privée des citoyens américains, et nous sommes respectueux de toutes ces lois. Nous comprenons l'importance d'une conduite éthique en ce qui concerne la protection de la vie privée des personnes. »

Un système de surveillance bon marché

Selon le Guardian, la Sierra Nevada Corporation fournit depuis de nombreuses années à la Southcom des avions légers de surveillance d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Mais les appareils nécessitent des pilotes qui ne peuvent voler que quelques heures par jour. Les nouveaux ballons, quant à eux, se révèlent être des plateformes de surveillance peu coûteuses. Comme ils sont munis de panneaux solaires, la question du ravitaillement en carburant est exclue. Parfaitement autonomes, ils peuvent se déplacer durant un mois dans la stratosphère, en suivant les variations et les déplacements des masses d'air.

La surveillance à partir de ballons stratosphériques, relativement nouvelle, profite de vides juridiques les concernant, s'inquiète Arthur Holland Michel Michel, auteur du livre Eyes in the Sky (paru en anglais aux éditions Houghton Mifflin Harcourt en 2019). Les ballons sont pour l'instant soumis à moins de restrictions et de réglementations que les drones, par exemple. En outre, aucune des parties impliquées n'a expliqué clairement si les données collectées sont supprimées, stockées ou transmises à d'autres agences fédérales ou locales. Seule certitude : d'après le média Quartz, les experts du Pentagone affirment qu'ils pourront en cas d'événements exceptionnels « rembobiner la bande pour voir exactement ce qu'il s'est passé, et remonter encore plus loin pour voir qui était impliqué et d'où il venait. »

L'utilisation des ballons est moins régulée que celle des drones © Leo Lintang

Usbek & Rica 8 Août 2019
Tlaxcala 11 Août 2019

Suite de la page (16)

République dominicaine, du Honduras et d'Haïti, les luttes ouvrières et populaires de l'Équateur, du Salvador, entre autres.

Le SIPRAL a salué avec enthousiasme et ardeur révolutionnaire la victoire éclatante du peuple frère de Porto Rico, qui, après deux semaines de luttes incessantes, a contraint le gouverneur Ricky Rosselló, représentant du pouvoir colonial usurpateur imposé par l'impérialisme étasunien, à démissionner. Cette victoire constitue une page brillante dans la lutte sans relâche pour vaincre le colonialisme et conquérir son indépendance. Cette lutte a regroupé de larges secteurs du vaillant peuple portoricain et a mis en évidence la participation d'intellectuels patriotes et de leaders internationaux de la culture, qui confirment l'importance de ce front dans la cause émancipatrice.

Nous, déléguées/és au 23ème SIPRAL, déclarons que leçons tirées des précieuses expériences acquises au cours des luttes de résistance et de combat contre les gouvernements bourgeois et l'impérialisme permettent de relever les nouveaux défis, de renforcer les convictions révolutionnaires, de mieux élaborer les objectifs et les programmes, d'améliorer le travail d'éducation et de direction des masses et de mener de façon plus avantageuse et efficace les nouveaux combats

Il est, pour cela, essentiel de renforcer les partis et les organisations révolutionnaires et de gauche, de consolider les organisations syndicales et tous les mouvements de lutte de classe sur tous les fronts sociaux, pour qu'ils deviennent des noyaux vraiment exemplaires, servant de référence pour l'ensemble de la classe ouvrière et des autres classes laborieuses.

Le séminaire a également insisté sur la nécessité de promouvoir et de diriger des processus en vue d'une large unité d'action avec toutes les couches de la population et les secteurs de petits producteurs, qui sont eux aussi affectés par les politiques néolibérales des bourgeoisies industrielles, commerciales et agraires, et de l'impérialisme, en travaillant pour que la classe ouvrière, au moyen de ses politiques, lutte, conquière et maintienne son hégémonie dans le cadre de ces processus.

C'est dans cette perspective que des propositions ont été émises sur le besoin urgent de travailler pour une politique de développement de larges fronts démocratiques, antifascistes et anti-impérialistes dans la région.

La nécessité révolutionnaire de recourir à toutes les formes de lutte pour combattre des ennemis communs des travailleurs et des peuples a été évoquée, ainsi que celle de multiplier les fronts de lutte qui, en rassemblant les revendications les plus ressenties et les plus immédiates des masses, font progresser les objectifs politiques stratégiques de l'émancipation sociale.

Nous, participantes/ants au 23ème SIPRAL, en réaffirmant l'esprit et l'engagement de solidarité de la classe ouvrière et des peuples, dénonçons et combattons l'intervention de l'impérialisme étasunien au Venezuela et réaffirmons notre soutien à la lutte de la classe ouvrière et des peuples du Venezuela. Ce sont les seuls qui ont le droit de prendre en main leur avenir et de de sortir de la crise qui les accable.

Nous réitérons notre soutien

suite à la page(19)

Bolivie : La candidature de Evo Morales se renforce, les forces populaires déterminent les élections

Par Eduardo Paz Rada



Evo Morales, du Mouvement Pour le Socialisme (MAS)

Ce ne sont pas seulement les enquêtes d'opinion réalisées par différents groupes de presse ou instituts de sondages électoraux qui permettent de discerner la tendance victorieuse de Evo Morales et Alvaro Garcia lors des prochaines élections présidentielles d'octobre 2019, mais les mobilisations populaires dans les rues, les routes et les principaux centres urbains du pays qui mettent en évidence le très grand soutien populaire, à travers la diversité régionale et territoriale, envers le dirigeant paysan, cultivateur de coca, qui a gouverné la Bolivie durant ces treize dernières années.

Preuve de ce soutien électoral, le premier appel et lancement de la campagne impulsés par le Mouvement Pour le Socialisme (MAS) qui s'est déroulé dans l'agglomération de Chimoré-en-el Chapare, ce 18 mai dernier, et qui a rassemblé environ un million de militants et sympathisants qui se sont ensuite dirigés vers tous les départements et le cœur géographique du pays.

La Bolivie a une population de 12 millions d'habitants dont environ 6 millions de citoyens électeurs appelés à désigner leurs gouvernants, sénateurs et députés. La loi stipule que sera proclamé président le candidat qui aura obtenu la majorité absolue des voix ou qui aura recueilli plus de 40% des voix avec une différence de 10% sur le candidat arrivé en seconde position. Si aucun candidat ne remplit ces conditions il sera procédé à un second tour.

Les principaux candidats sont Evo Morales, du Mouvement Pour le Socialisme (MAS), de tendance socialiste, Oscar Ortiz, du Mouvement Démocrate Social, de tendance fédéraliste conservatrice, Carlos Mesa, candidat de Communauté Citoyenne, de tendance libérale, et Felix Patzi, du Mouvement Troisième Système, de tendance communautariste.

La candidature de Evo Morales se renforce
Les forces qui appuient le mouvement

La signature d'un accord politique entre, d'une part, la Fédération bolivienne des Syndicats des Travailleurs de la Mine (FSTMB), avec à son actif un long parcours de luttes depuis la seconde moitié du vingtième siècle et, d'autre part, la Fédération des Producteurs de Coca de Chapare de Cochabamba, bastion le plus important de la résistance aux gouvernements néolibéraux et qui fut le socle sur lequel s'est construit l'autorité syndicale et politique de Evo Morales, cet accord, conclu pour défendre et approfondir le processus révolutionnaire de transformations structurelles, est le signe le plus éloquent du mouvement de fond qui anime la vie politique bolivienne parce que nous avons là deux forces stratégiques dans l'économie et le territoire national .

Ajoutons à cela la mobilisation de la gigantesque et dynamique population de la ville de El Alto. Elle fut l'épicentre du soulèvement populaire d'octobre 2003 qui infligea une terrible défaite aux partis conservateurs et néo-libéraux avec, à leur tête, le président alors en exercice, Gonzalo Sanchez de Lozada, et son vice-président, Carlos Mesa Gisbert. A travers la Fédération de Juntes d'Habitants des Quartiers (FEJUVE) et la Centrale Ouvrière Régionale (COR), ils appellent à la réélection de Evo Morales, si bien que les chances d'une percée de l'opposition sont très faibles. Alors que 5 mois seulement nous séparent des élections présidentielles, la décision de la Centrale Ouvrière de Bolivie et de la Coordination Nationale pour le Changement (CONALCAM), qui regroupe les mouvements sociaux et populaires de paysans, d'indigènes, d'associations d'habitants des quartiers, d'associations interculturelles et féminines de toutes les régions du pays, de soutenir la candidature de Evo Morales confirme la possibilité de la victoire de l'actuel président pour un nouveau mandat présidentiel (2020 – 2025).

Le projet d'approfondissement révolutionnaire

La proposition programmatique du Mouvement pour le Socialisme (MAS), connue comme Programme Patriotique du Bicentenaire 20–25, se fixe le but de consolider la souveraineté nationale dans tous les domaines et de mettre en œuvre un processus d'industrialisation pétrolière, minière et énergétique avec la participation et sous le contrôle du peuple. C'est-à-dire approfondir les avancées économiques, politiques, sociales et culturelles qui ont changé fondamentalement le pays avec une croissance moyenne de son PIB de 5 % au cours des 13 années de ce gouvernement et une politique de redistribution de la richesse qui a permis de ramener l'indice de pauvreté de 60% à 35% ainsi que d'autres succès fondamentaux sur le plan de l'intégration nationale et de l'industrialisation.

La base de ces succès se trouve dans la nationalisation des richesses naturelles stratégiques, principalement les hydrocarbures, opérée le 1er mai 2006, et la récupération des entreprises aliénées au cours des décennies 80 et 90. Cela a permis de mettre en œuvre un plan de développement autonome basé sur le développement du marché intérieur et la consolidation d'un Etat National amplifié comme articulateur des classes sociales inférieures devenues sujets historiques et actrices fondamentales du changement.

Ces forces nationales populaires à la conviction nationaliste et anti-impérialiste fortement ancrée, ont exprimé leur volonté d'approfondir et de défendre la continuation du changement avec des interventions plus affirmées en faveur du contrôle de l'Etat dans les secteurs de l'industrie minière, des hydrocarbures, de la banque et du commerce extérieur.

Eduardo Paz Rada, sociologue bolivien, professeur à la UMSA.

Rebelion 24 mai 2019
Traduit de l'espagnol par Manuel Colinas
Investig'Action 8 Août 2019

Le livre bleu de Hugo Chavez

Ce livre détaille les racines de la pensée révolutionnaire bolivarienne.

Les lignes directrices énoncées dans le Livre bleu sont pertinentes pour la construction de la doctrine civico-militaire que le chef de la révolution bolivarienne, Hugo Chávez, a envisagée pour l'avenir du Venezuela.

Elle s'appuie sur la rupture historique provoquée par la rébellion militaire de 1992 et définit la nécessité de retrouver le lien avec le subconscient originel et historique du pays.

Le Président de la République, Nicolás Maduro, a affirmé que le Libro Azul marque la naissance du Plan de la Patria 2013-2019 et du projet national Simón Bolívar, dans lequel il est la racine de ce que nous sommes aujourd'hui et l'avenir du XXIe siècle se projette vers ce que Hugo Chávez Frías nous a laissé.

Basé sur la pensée de Simón Rodríguez et son « dilemme existentiel » résumé dans l'expression « nous inventons ou nous errons », l'action créatrice est imposée et l'obligation de surmonter le va-et-vient des modèles copiés. Il n'y a pas d'alternative : nous inventons. « Nous l'avons tiré des racines du passé glorieux de notre patrie, écrit par une génération de révolutionnaires et de patriotes vénézuéliens dirigée par le géant (Hugo Chávez) « a expliqué le président Nicolas Maduro.

Maduro a souligné que le texte développe les idées de l'arbre des trois racines : Simón Bolívar, Simón Rodríguez et Ezequiel Zamora. Il doit être un document de référence pour l'ensemble de la Force armée nationale et pour l'ensemble de notre peuple ; » c'est l'épine dorsale de ce processus.

Prologue de Nicolas Maduro Moros

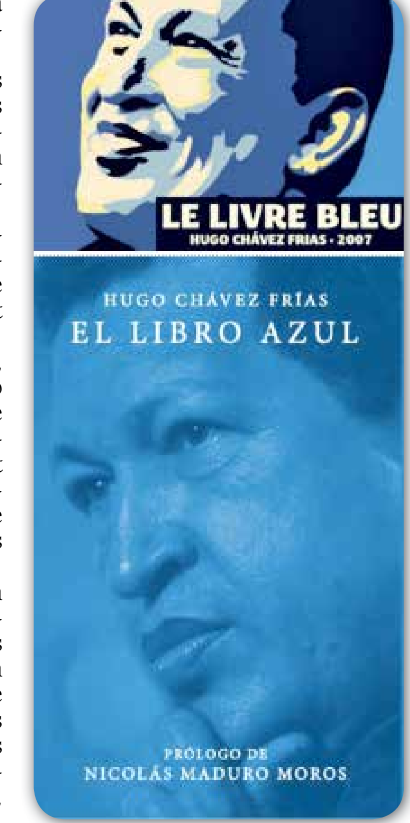
En feuilletant les pages du Livre bleu; en les relisant avec l'attention qu'elles méritent, il est averti immédiatement au lecteur de la présence d'Hugo Chavez, le penseur: un penseur entièrement libre et entièrement commis; un penseur en guerre ouverte contre toutes les formes de dogmatisme. Le Livre bleu démontre la puissante conviction du Commandant au cours de sa vie-penser avant d'agir; produire des pensées libératrices pour illuminer les sentiers de la fructueuse praxis.

Pour commencer à comprendre l'amplitude de la pensée du Géant, le Livre bleu décrit une première étape où ses idées acquièrent une solidification unique. Ce sont des idées nées au milieu de la bataille historique de notre peuple, des idées intimement liées à l'histoire du MBR-200.

En fait - le détour en vaut la peine - je crois que le temps est arrivé pour étudier à fond le mouvement MBR-200 et le rôle déterminant qu'il a joué dans l'histoire contemporaine du Venezuela. J'estime que ceci est un défi pour les jeunes historiens et historiennes, pour ceux qui sont incorporés à lui dans les rangs militaire et pour ceux qui l'ont accompagné au sein du monde civil. En tenant compte de toute son importance historique déterminante, il y a les événements du 4 février 1992 pour la valider. Son développement historique doit être mieux connu par notre Peuple. Si nous voulons savoir d'où nous provenons, il est nécessaire de comprendre le rôle que le mouvement MBR-200 a joué en tant que puissant catalyseur de notre Révolution bolivarienne.

En nous rapprochant de la pensée et de l'œuvre du Commandant Hugo Chavez, nous affirmons que tout ce qu'il a réalisé, répondait à une condition historique double: compter sur un objectif clair et avoir une compréhension profonde de ses conséquences temporelles. Le Livre bleu n'est pas une exception-il se fond aussi dans l'histoire pour nous tracer l'horizon philosophique et politique qu'il envisageait pour le pays, lequel il a condensé dans le Projet national Simon Bolivar.

Comme dans très peu d'instances dans l'histoire vénézuélienne, un homme a conçu les bases d'un système politique, économique et social et s'est chargé de le transformer en chair historique. C'est que Chavez, depuis



Le livre bleu est un livre de mandats, la racine originale du projet bolivarien en développement au Venezuela. Tout révolutionnaire doit connaître ce livre, ici est projeté l'avenir du 21ème siècle.

le moment exact auquel il a proclamé définitivement, qu'il consacrerait sa vie entière à la résurrection de la Patrie, a su qu'un nouveau projet historique digne de tel nom devait partir du substrat éthique et idéologique de la lutte inachevée que nous avons héritée. Seulement en sauvant le caractère affirmatif de la « vénézuélanité » (pour le dire au style d'Augusto Mijares) et en luttant sans cesse pour la victoire finale sur toutes les batailles de notre passé, nous pourrions avoir une vraie Patrie réelle.

Au cours du XXe siècle, nous sommes devenus un Peuple dépourvu de notre passé glorieux, à tel point que nous avons perdu tout moyen de le reconnaître. Chavez l'a reconnu avec une clarté souveraine, et il nous le transmet complètement dans le Livre bleu.

Nous pourrions dire que dans l'esprit d'Hugo Chavez, lorsqu'il écrivait ces pages, se battait la même préoccupation de M. Mario Briceño-Iragorry, qui nous rappelait avec douleur :

Éloignés d'une logique vivante qui nous poursuit à l'intérieur de nous-mêmes -c'est-à-dire, dans notre propre passé national, la substance morale de notre être social-nous avons souffert un manque de profils déterminants. Dans ces conditions, nous ne sommes pas arrivés à nous définir comme 'nation historique' dont on a besoin pour forger une nationalité.[1]

Chavez a donné une féconde concrétion à cette logique vivante. À partir d'un projet avec ses propres racines qui répond à la conjoncture sociopolitique du Venezuela de la fin du siècle dernier, l'objet transcendent était de susciter encore l'illumination de notre peuple historique-véritable et oublié-celui auquel on a dépourvu de son essence et raison tant de fois. C'est cette nation que le Géant a fait ressortir de ses cendres pour devenir Révolution, Patrie, une Patrie embrasée par une flamme sacrée.

Aujourd'hui, nous incarnons pleinement la catégorie de nation historique et nous réalisons, collectivement, le plus beau procès du forgeage d'une nationalité. Il vaut réitérer: nous avons présentement une Patrie comme jamais auparavant dans notre histoire.

Nicolas Maduro Moros, président de la république Bolivarienne du Venezuela

Notes

[1] Briceño-Iragorry, Mario (1952). Message sans destination et autres essais. Bibliothèque Ayacucho. Caracas, 1988, p. 75.

Venesol 10 août 2019

Ti-Jean
À propos de l'ouvrage de Teddy Thomas, Enfance d'autrefois(1)

Par Alain Saint-Victor

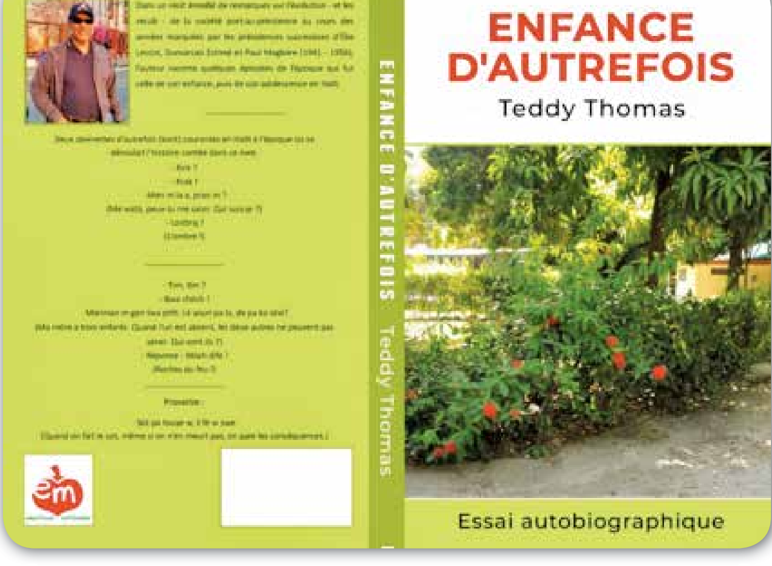
En suivant les traces de Ti Jean, au cours des années 1940 et 1950, on y découvre un monde dans lequel une bonne partie de la classe moyenne se reconnaît. L'enfance de Ti Jean est emblématique de *l'enfance d'autrefois*, mais seulement dans ce milieu particulier. Toutefois, cette particularité d'une enfance vécue dans un foyer stable, à la fois conformiste et tolérant, n'empêche d'entrevoir une réalité qui semble commune aux enfants de notre pays, et cela, quelles que soient sa classe sociale et son éducation.

L'enfance que nous raconte le narrateur se passe dans un univers où le vécu familial, social est conditionné par des normes : Ti Jean apprend très tôt les attentes des parents, à socialiser respectueusement avec le personnel de la maison, à se conformer aux règles de la famille élargie.

Mais il s'y soumet tout en jouissant d'une certaine liberté. Ce qui n'est pas le cas pour tous les enfants de son âge. Il a un poulailler et élève des coqs de combat, il fréquente sans restriction les gamins de son quartier et semble ne pas avoir encore conscience des préjugés sociaux.

Ce monde d'insouciance, où même le père Noël joue un rôle important, est bien celui d'un enfant unique surprotégé, un enfant à qui on cache une certaine réalité sociale et à qui on apprend tôt l'importance du succès scolaire. Tout cela, pour la famille et le milieu social dans lequel l'enfant évolue, constitue une bonne éducation.

Mais cette réalité sociale, qui forme bien la toile de fond de cet univers familial, allait se dévoiler au jeune Ti Jean devenu adolescent. « Il se rendait compte avec perplexité que les parents et adultes des différents milieux ne se fréquentaient pas entre eux



et n'allaient pas aux mêmes cercles mondains. » Cette découverte doublée d'une observation qui lui fait comprendre que l'enseignement de l'histoire, tel que pratiqué à l'école, lui était profondément étranger, c'est-à-dire étranger à ce qu'il est et à sa réalité, amenait Ti Jean, peut-être même à son insu, à développer une certaine conscience critique.

Bien entendu, les « pratiques initiatiques » à la vie d'un jeune de sa condition sociale se poursuivaient : l'apprentissage au tabagisme, les plaisirs du carnaval, les relations plutôt platoniques, teintées de romantisme discret, avec les filles, les combats de petits machos pour éprouver sa force physique.

Toutefois, ce monde-là se dissolvait graduellement. Les réalités politiques et sociales de son pays l'imprégnaient avec une telle force que toutes formes d'illusions, toute volonté de s'accrocher à une jeunesse baignée dans le « merveilleux » (pour emprunter une notion chère à Jacques Stephen Alexis) paraissaient vaines. Il fallait faire face à une réalité inexorable : le pouvoir de Lescot imprégné de mulâtrisme, les tentatives ratées d'un certain modernisme avec Estimé et le gouvernement teinté de libertinage de Magloire. Tout cela devait aboutir à la prise du pouvoir par Duvalier et l'institutionnalisation du macoutisme sanguinaire comme politique d'État.

Ce « phénomène macoute », comme le dit l'auteur, a eu pour résultat de briser « la vision et l'enthousiasme de notre enfance d'autrefois ». Sous la dictature, l'enfance, telle que la classe moyenne l'a connue, devenait impossible : pour se perpétuer, le pouvoir duvaliérien faisait fi de toute existence humaine. Cette réalité-là, la génération des années 1960 allait la découvrir à ses dépens.

Ce livre de Teddy Thomas est marqué par la mémoire d'une enfance lointaine, celle *d'autrefois*, où les jeux de marelle, de billes, de cache-cache, les contes, les devinettes prenaient une profonde signification. Cette enfance-là est, d'une certaine manière, l'*Haïti d'autrefois,* où la sagesse populaire, en particulier celle de la paysannerie, imprégnait profondément l'ethos de la culture nationale.

Note

Teddy Thomas, *Enfance d'autrefois*, *Essai autobiographique*, 172 p., Middletown, DE, 2018





Suite de la page (17)

au vaillant peuple de Porto Rico, qui, après sa victoire, entreprendra l'une après l'autre, de nouvelles batailles jusqu'à ce qu'il obtienne son indépendance définitive. Nous ratifions, de la même manière, notre totale solidarité avec la lutte persistante du peuple haïtien, qui interpelle et confronte les gouvernements corrompus et fantoches de l'impérialisme, luttant pour un réel changement pour ses propres intérêts.

Engagés dans la lutte révolutionnaire contre la droite et le fascisme, nous affirmons que la seule véritable solution pour sortir de la crise qui affecte le monde capitaliste et se développe sauvagement sur le dos des travailleuses/eurs et des peuples se trouve dans le changement véritable, la révolution sociale, la conquête du pouvoir politique et la construction du socialisme.

Notre engagement est inscrit dans toutes les luttes qui s'opposent et défient le système capitaliste impérialiste.

Vive les luttes des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et du monde!

Vive le 23ème Séminaire international Problèmes de la Révolution en Amérique latine!

Liste des signataires :

Parti communiste révolutionnaire de l'Argentine
Parti communiste révolutionnaire de Bolivie
Parti communiste révolutionnaire du Brésil - PCR
Unité populaire pour le socialisme. Brésil
Union de la jeunesse en rébellion - UJR du Brésil
Mouvement des quartiers, des villes et des favelas – MLB - Brésil
Cercle Jaques Roumain de Montréal – Canada
Parti communiste de la Colombie (marxiste-léniniste)
Organisation communiste Recabarren du Chili
Parti communiste marxiste-léniniste marxiste de l'Équateur - PCMLE
Jeunesse révolutionnaire de l'Équateur - JRE
Union générale des travailleurs de l'Équateur - UGTE
Femmes pour le changement - Équateur
Fédération des étudiants universitaires de l'Équateur - FEUE
Unité populaire - Équateur
Union nationale des éducateurs - Équateur
Avant-garde de l'Université technique de Cotopaxi - Équateur
Peuple Noir - Équateur
Parti du Travail des États-Unis
Éditions Étoile Rouge - États-Unis
Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste).
Front populaire révolutionnaire du Mexique – FPR
Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire - FOCEP. Pérou
Parti socialiste révolutionnaire - PSR - Pérou
Parti marxiste-léniniste du Pérou - PMLP
Parti communiste péruvien marxiste-léniniste - PCP (ML)
Jeunesses communistes péruviennes marxistes-léninistes - JCP (M-L)
Mouvement des femmes pour la libération sociale - MMLS
Mouvement du 26 avril - Porto Rico
Parti communiste du travail - PCT - République dominicaine
Parti front large - République Dominicaine
Courant des enseignantes/ants Juan Pablo Duarte - République Dominicaine
Front étudiant Flavio Suero – FEFLAS - République Dominicaine
Parti du Travail (Tunisie)
Parti du Travail (EMEP) – Turquie
Mouvement Gayones –

Ville de Quito, le 26 juillet 2019

Suite de la page (20)

Sur un intro excentrique, « ***Egziste :*** s'enchaine avec vivacité et balancement. C'est la marque fétiche du maestro-claviériste et créateur. Lequel nous a filé ce tube frappé de son timbre *cool* et personnel. Ma foi, il y a de l'entrain entre ce ***konpa/koupe***, qui s'entre croisent. Et des transpositions à souhait propulsant l'orchestre à coups de claviers, au gré des extravagances tonales de prince Nicky. Bien synchronisées aux cordes expressives et des percussions aspergeant le tout. Harmonieusement donné. C'est toujours exaltant la venue d'un nouveau- né, et c'est sur un air de ***ranchera*** tout en trompettes que débute ***« Papa »***, bien diffus de serments et d'émotions. Le tout s'emballe inexorablement dans un-de-deux à la *''merry go round''*, avec des interversions à la clef.

« Ou lage m nan cho » s'entonne sur des chapeaux de roue, dans une allure de ***rabóday***, à la merci des chœurs embrasés. Et puis, Roody Roodboy s'en vient allègrement, agrémentant le tout de sa saveur ***ragga***, de son savoir-faire de show-man patenté. Mais, le ***konpa*** revient naturellement au galop. Ce qui n'a pas pu racheter un morceau qui s'est égaré dans des schématisations à outrance et de *''repeat''*. Et Roodboy a malgré tout, sauvé sa peau. ***« Pete fyèl mwen »*** demeure authentiquement « Harmonik », attesté de paramètres qui permettent à Mc. D de s'innover dans son '*'duet''* avec la jeune chanteuse Anie Alerte qui y a éloquemment insufflé son estampille. Pas étonnant, qu'elle soit l'une des étoiles féminines en montée. Quant à la musique, elle y a aspergé de l'énergie, au gré d'un synthé virevoltant et de vivides chorégies qui affublent une composition en verve.

Et pour couronner le tout, ***« M ap fou »*** a débuté sur des sonorités de violons, au rythme d'une ballade allégorique et entiché des ruées vocales de Mc D, pour trimbaler vers un ***konpa*** emballant, dans la convenance d'une démarche stabilisante. Et des intervenants inspirés qui ont su délivrer à toutes les positions pour une pièce de clôture qui mérite d'un ''Encore''. Mais, c'est pas tout, car comme la plupart de leurs collègues du milieu ambiant du business et du show, Nicky, Sanders, Mc. D et compagnie ont choisi de faire omission du drame qu'est en train de vivre le peuple haïtien sous la terreur des ''tèt-kale''. A leur crédit, ils avaient parlé du ***« Move tan »*** dans l'œuvre précédente : *Ayiti pa gen yon leta …se sou letranje yo toujou met espwa/Magouyè prete sou sa l pra l resevwa…Li di l gen pouvwa, ki jan depouvwa ? Pouvwa mande* ***(Vóló).***

Et ce serait une si belle occasion de refrapper le cœur. Là où réside vraiment le génie. Puisque depuis, les voleurs ont été tous démasqués. Néanmoins « Respè » avec ses explorations ardues, montre que le groupe n'entend pas se maintenir dans les rancarts de l'immobilisme, dans sa quête de modernisation perpétuelle. Et ce cd même en ne faisant pas le dépassement, a particulièrement montré les contours d'une expérience qui continue à fructifier.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

REAL ESTATE ATTORNEY; Buy/Sell Real Estate Broker. PROBATE/CRIMINAL/ WILLS/ BUSINESS MATTERS - Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay Blvd. Ozone Park, NY. 718-835-9300; www.LovellLawNewYork.com

ATTORNEY

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. No Risk. No Money Out Of Pocket. For Information Call 877-225-4813

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094.

FINANCE

Denied Social Security Disability? Appeal! If you're 50+, filed for SSD and denied, our attorneys can help get you approved! No money out of pocket! 855-478-2506

FINANCE

Need IRS Relief $10K - $125K+ Get Fresh Start or Forgiveness #Call 1-877-258-1647 Monday through Friday 7AM-5PM PST

FOR SALE

KILL BED BUGS! Buy Harris Sprays, Traps, Kits, Mattress Covers. DETECT, KILL, PREVENT. Available: Hardware Stores, The Home Depot, homedepot.com

HEALTH

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call: 1-800-404-8852

HEALTH

Finally, affordable hearing aids!! High-quality Nano hearing aids are priced 90% less than other brands. Buy one/get one free! 60-day free trial. 866-251-2290

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150 FREE shipping. Money back guaranteed! Call Today: 800-404-0244

HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $15 P/H LI $14.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

HOME IMPROVEMENT

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-800-943-0838

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TV INTERNET PHONE

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $99.97/mo. Fastest Internet. 100 MB per second speed. Free Primetime on Demand. Unlimited Voice. NO CONTRACTS. Call 1-855977-7198 or visit http://tripleplaytoday.com/press

Revue du disque d'Harmonik « Respè »

Par Ed Rainer Sainvill



Harmonik, un nom, un style qui s'active à prendre part aux ébats musicaux de la scène ambiante au cours de cette dernière décade. Déjà à leur cinquième microsillon, et, à chaque fois ils font montre d'une capacité à se réévaluer. Afin de mieux s'adapter à la vogue du temps. Une façon pour la bande à Nicky, Mc. D, Sanders de ne pas se morfondre dans les sentiers battus. De plus, les empreintes du pétillant trio demeurent. Toutefois, ***« Respè »*** veut aller trop vite en besogne, pour montrer la couleur dans un ***bamboula*** introductif de diverses ramifications aptes à nous entrainer dans un labyrinthe cacophonique. Et puis les textes qui parlent à la fois de Dessalines, Obama, Letènèl, et pour couronner dans une Ode à ''Tipapi '', leur deuxième guitariste ; ne sont pas pour arranger les choses. A la fin, il a fallu une bonne dose d'auto encouragement pour que nos amis puissent achever le morceau.

Heureusement que le secours était à la maison. Car, dès l'entame de cet air ***koupe*** ***« Ou detenn sou mwen »,*** on sent ressurgir les vibrations harmoniques du groupe. Dans une floraison de sortilèges, lorsque Mc. D y instille son'' *pitch"* félin, soutenu par les élaborations et solos ardus de Nicky aux synthés. Pendant que toutes les sections : cordes, percussions s'adonnent à de souples exécutions. Même la poésie est au rendez-vous. Autant d'ingrédients pour en faire une pièce valable. Toujours dans la même orientation nous vient : ***« M ap trepase »,*** une aubade marquée d'un synthé modulant, portant l'orchestre à coups de modulations, et aspergé de katas métronomiques, des cordes intervenantes, percussions adaptées, des chœurs bien achalandés ». Et Mc. D qui transcende dans ses tremolos qui couronnent un morceau de référence.

« W ap fè kòve » s'apparente à ce genre de musique conçu pour l'échauffement. Car tout se bouscule. Des chorus qui s'inspirent vachement de ceux de « Djakout #1 ».Il y a peut- être une chance que les fans finissent par s'y habituer. Même si ça va tout de même s'évaporer dans l'air, comme l'alcool. ***« Dènye chans »*** nous est délivré au rythme d'un ***graje***, (post colonial) dont notre père fondateur Jako (d'après Jean Fouchard), fut un mordu. Pour devenir ***anbatonèl*** et aka, ***twoubadou*** pour les contemporains. C'est sur une approche ''*up-tempo",* que « Harmonik » nous fait don de cette jolie création auréolée d'un accordéon rustique, un tambour instigateur, des cordes pastorales et un lyrisme à l'eau de rose, pour un impossible amour, qui parfume une composition très sympathique.

suite à la page(19)